

Premier trimestre de 2026



Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2026

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, et sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com.

Bénéfice net 5,8 milliards de dollars <i>Hausse de 13 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 4,03 \$ <i>Hausse de 14 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 1,1 milliard de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 2 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP^{(1), (2)} 17,6 % <i>Hausse de 80 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio CET1⁽¹⁾ 13,7 % <i>Supérieur au seuil réglementaire</i>
Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 5,9 milliards de dollars <i>Hausse de 12 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 4,08 \$ <i>Hausse de 13 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la CVPC⁽¹⁾ 7,8 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 2 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté⁽³⁾ 17,8 % <i>Hausse de 60 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 124 % <i>Baisse par rapport à 127 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 26 février 2026 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 5,8 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026, soit une hausse de 654 millions, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,03 \$, en hausse de 14 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète l'amélioration des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux, qui a été en partie neutralisée par la baisse du résultat du secteur Assurances. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 5,9 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 4,08 \$ affichent une hausse respective de 12 % et de 13 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

« RBC a entamé l'exercice 2026 en position de force dans l'ensemble de notre modèle d'affaires diversifié et dans les principaux marchés mondiaux où nous exerçons nos activités. Nous avons poursuivi sur cette lancée au premier trimestre et avons présenté des résultats records soutenus par une forte croissance du bénéfice, un bilan et une position de capital solides ainsi qu'un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires élevé qui continue de créer de la valeur pour nos actionnaires.

Notre performance record est le reflet direct de notre clientèle de premier ordre et de l'engagement de l'équipe RBC à fournir des services, des conseils et des informations exceptionnels à grande échelle. Dans un monde de plus en plus complexe, nous nous consacrons à mobiliser toute la puissance des capacités mondiales de RBC pour servir notre clientèle et répondre à ses besoins en constante évolution. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ record de 8,5 milliards de dollars a progressé de 1,0 milliard, ou 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, et de l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers. La hausse des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, et l'augmentation des revenus constatée pour le secteur Marchés des Capitaux du fait de la vigueur du secteur Marchés mondiaux ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de même que par la hausse des coûts liés au personnel.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 40 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, partiellement contrebalancée par le repli des dotations dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 41 p.b., en baisse de 1 p.b. par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux⁽¹⁾ s'est chiffré à 40 p.b., en hausse de 1 p.b., alors que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs⁽¹⁾ s'est établi à 1 p.b., une diminution de 2 p.b. Le bénéfice avant impôt comptabilisé s'est élevé à 7,4 milliards de dollars, en hausse de 1,0 milliard, ou 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 6 %, reflétant la croissance de chacun de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a affiché une augmentation de 6 % par rapport à cette même période. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ a augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 8 %, la hausse des revenus ayant plus que neutralisé la croissance des dépenses. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 41 p.b., en hausse de 2 p.b. par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux⁽¹⁾ s'est chiffré à 40 p.b., une augmentation de 2 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, en partie contrebalancée par la baisse des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises, alors que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établi à 1 p.b., ce qui est stable par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,7 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 3,3 milliards de dollars, dont 1,0 milliard sous forme de rachats d'actions et 2,3 milliards sous forme de dividendes sur actions ordinaires.

T1 2026 par rapport au T1 2025

Données présentées :

• Bénéfice net de 5 785 millions de dollars	↑ 13 %
• Bénéfice dilué par action de 4,03 \$	↑ 14 %
• RCP de 17,6 %	↑ 80 p.b.
• Ratio CET1 de 13,7 %	↑ 50 p.b.

Montants ajustés⁽³⁾ :

• Bénéfice net de 5 861 millions de dollars	↑ 12 %
• Bénéfice dilué par action de 4,08 \$	↑ 13 %
• RCP de 17,8 %	↑ 60 p.b.

T1 2026 par rapport au T4 2025

• Bénéfice net de 5 785 millions de dollars	↑ 6 %
• Bénéfice dilué par action de 4,03 \$	↑ 7 %
• RCP de 17,6 %	↑ 80 p.b.
• Ratio CET1 de 13,7 %	↑ 20 p.b.

• Bénéfice net de 5 861 millions de dollars	↑ 6 %
• Bénéfice dilué par action de 4,08 \$	↑ 6 %
• RCP de 17,8 %	↑ 60 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026 pour la composition de ces mesures.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026.

(3) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (5 785 millions de dollars au 31 janvier 2026; 5 434 millions au 31 octobre 2025; 5 131 millions au 31 janvier 2025) avant impôt (1 622 millions au 31 janvier 2026; 1 394 millions au 31 octobre 2025; 1 302 millions au 31 janvier 2025) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (1 090 millions au 31 janvier 2026; 1 007 millions au 31 octobre 2025; 1 050 millions au 31 janvier 2025). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	12	Résultats des secteurs d'exploitation	28	Risque de marché
3	Rapport de gestion	12	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	33	Risque de liquidité et de financement
3	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	42	Gestion des fonds propres
4	Vue d'ensemble et perspectives	15	Services bancaires aux particuliers	48	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
4	À propos de la Banque Royale du Canada	16	Services bancaires aux entreprises	48	Résumé des méthodes comptables et estimations
5	Faits saillants financiers et autres	17	Gestion de patrimoine	48	Contrôles et procédures
6	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	19	Assurances	49	Glossaire
8	Rendement financier	20	Marchés des Capitaux	53	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
8	Vue d'ensemble	21	Services de soutien généraux	54	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
8	Incidence du change	22	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	59	Notes annexes (non audité)
9	Total des revenus	23	Situation financière	76	Renseignements à l'intention des actionnaires
10	Dotation à la provision pour pertes de crédit	23	Bilans résumés		
11	Frais autres que d'intérêt	24	Arrangements hors bilan		
12	Impôt sur le résultat	24	Gestion du risque		
			Risque de crédit		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2026 ou pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2025. Le présent rapport de gestion, daté du 25 février 2026, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2025. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2025, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à nos priorités, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire, aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, internationale et l'économie de la zone euro, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information, les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité et de réputation, les risques opérationnel et stratégique, les autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2025, y compris les risques liés au cadre juridique et réglementaire, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, les risques liés à l'adoption de technologies émergentes, telles que l'infonuagique, l'intelligence artificielle (IA), y compris l'IA générative, et la robotique, le risque de fraude ainsi que notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2025 et dans la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2025, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux plus de 101 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	Aux ou pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025	T1 2026 par rapport au T4 2025	T1 2026 par rapport au T1 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	17 960 \$	17 209 \$	16 739 \$	751 \$	1 221 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 090	1 007	1 050	83	40
Frais autres que d'intérêt	9 463	9 374	9 256	89	207
Bénéfice avant impôt	7 407	6 828	6 433	579	974
Bénéfice net	5 785 \$	5 434 \$	5 131 \$	351 \$	654 \$
Bénéfice net ajusté (1), (2)	5 861 \$	5 554 \$	5 254 \$	307 \$	607 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers	1 962 \$	1 887 \$	1 678 \$	75 \$	284 \$
Services bancaires aux entreprises	863	810	777	53	86
Gestion de patrimoine	1 295	1 284	980	11	315
Assurances	213	98	272	115	(59)
Marchés des Capitaux	1 478	1 431	1 432	47	46
Services de soutien généraux	(26)	(76)	(8)	50	(18)
Bénéfice net	5 785 \$	5 434 \$	5 131 \$	351 \$	654 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	4,03 \$	3,77 \$	3,54 \$	0,26 \$	0,49 \$
Bénéfice par action – dilué	4,03	3,76	3,54	0,27	0,49
Bénéfice par action ajusté – de base (1), (2)	4,09	3,86	3,63	0,23	0,46
Bénéfice par action ajusté – dilué (1), (2)	4,08	3,85	3,62	0,23	0,46
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,6 %	16,8 %	16,8 %	80 p.b.	80 p.b.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1), (2)	17,8 %	17,2 %	17,2 %	60 p.b.	60 p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	127 350 \$	124 900 \$	118 550 \$	2 450 \$	8 800 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (2)	1,55 %	1,62 %	1,60 %	(7)p.b.	(5)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,41 %	0,39 %	0,42 %	2 p.b.	(1)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,01 %	0,01 %	0,03 %	– p.b.	(2)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,40 %	0,38 %	0,39 %	2 p.b.	1 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,86 %	0,83 %	0,78 %	3 p.b.	8 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (2), (4)	124 %	127 %	128 %	(300)p.b.	(400)p.b.
Ratio de liquidité à long terme (2), (4)	111 %	112 %	115 %	(100)p.b.	(400)p.b.
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (2), (5)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,7 %	13,5 %	13,2 %	20 p.b.	50 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,2 %	15,1 %	14,6 %	10 p.b.	60 p.b.
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	16,8 %	16,4 %	– p.b.	40 p.b.
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %	4,4 %	– p.b.	– p.b.
Ratio TLAC	30,9 %	31,5 %	29,8 %	(60)p.b.	110 p.b.
Ratio de levier TLAC	9,0 %	9,2 %	8,9 %	(20)p.b.	10 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (6)					
Total de l'actif	2 342 393 \$	2 325 006 \$	2 191 026 \$	17 387 \$	151 367 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	588 966	561 788	488 025	27 178	100 941
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	1 054 881	1 042 422	1 006 050	12 459	48 831
Actifs dérivés	170 830	177 206	153 686	(6 376)	17 144
Dépôts	1 542 216	1 515 616	1 441 940	26 600	100 276
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	128 670	127 417	122 763	1 253	5 907
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (2), (5)	734 693	730 225	708 941	4 468	25 752
Biens sous gestion (2)	1 588 700	1 573 800	1 428 700	14 900	160 000
Biens administrés (2), (7)	5 632 300	5 599 000	5 148 300	33 300	484 000
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 398 580	1 403 782	1 413 937	(5 202)	(15 357)
– moyenne diluée	1 401 884	1 406 696	1 416 502	(4 812)	(14 618)
– à la fin de la période	1 396 775	1 400 114	1 412 878	(3 339)	(16 103)
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,64 \$	1,54 \$	1,48 \$	0,10 \$	0,16 \$
Rendement de l'action (2)	3,0 %	3,1 %	3,4 %	(10)p.b.	(40)p.b.
Ratio de distribution (2)	41 %	41 %	42 %	– p.b.	(100)p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	226,72 \$	205,47 \$	177,18 \$	21,25 \$	49,54 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	316 677	287 681	250 334	28 996	66 343
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	97 469	96 628	94 624	841	2 845
Nombre de succursales	1 258	1 263	1 286	(5)	(28)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 163	4 183	4 358	(20)	(195)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (9)	0,726	0,720	0,699	0,006	0,027
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,734	0,713	0,687	0,021	0,047

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(5) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(6) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(7) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 5 milliards (15 milliards et 5 milliards au 31 octobre 2025; 15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2025).

(8) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(9) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 25 février 2026

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

La croissance économique devrait rester positive dans la plupart des pays développés, y compris au Canada, dans la zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis. D'importantes incertitudes demeurent quant au commerce international, mais l'économie canadienne a montré des signes d'amélioration au cours des derniers mois, et le taux de chômage a légèrement diminué. Aux États-Unis, la croissance du PIB est demeurée résiliente et le marché de l'emploi a montré des signes de stabilisation après avoir graduellement ralenti au cours de l'année civile 2025. Dans la zone euro et au Royaume-Uni, la croissance du PIB devrait se poursuivre à un rythme modéré. Le taux de chômage au Royaume-Uni s'est accru, mais demeure faible dans la zone euro. La politique commerciale des États-Unis reste incertaine à la suite de la décision de la Cour suprême des États-Unis d'invalider une partie des tarifs douaniers imposés en vertu de la loi intitulée *International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA). De nouveaux tarifs douaniers à grande échelle ont été instaurés pour remplacer les mesures de l'IEEPA, mais la plupart des importations canadiennes en sol américain ne sont toujours pas assujetties aux tarifs en raison d'une exemption pour les produits visés par l'Accord Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM). Nous ne prévoyons pas d'autre hausse importante des tarifs, bien qu'il est prévu que l'ACEUM fasse l'objet d'un examen au cours de l'année civile 2026. Le niveau élevé des dépenses publiques aux États-Unis devrait empêcher un ralentissement majeur de l'économie américaine au cours de l'année civile 2026, mais il accentuera les pressions inflationnistes. Nous ne nous attendons pas à ce que la Réserve fédérale américaine procède à d'autres réductions des taux d'intérêt au cours de l'année civile 2026. Dans le même ordre d'idées, nous prévoyons que la Banque du Canada maintiendra ses taux pendant cette même période, car ses récentes réductions de taux soutiennent la croissance du PIB et une reprise des marchés du travail, avec un effet décalé. La Banque d'Angleterre devrait procéder à deux autres réductions de taux d'intérêt au cours de l'année civile 2026, tandis que la Banque centrale européenne devrait les maintenir tels quels.

Canada

Le PIB du Canada devrait progresser de 1,3 %¹ au premier trimestre civil de 2026 et de 1,7 %¹ au deuxième, après être demeuré relativement stable au quatrième trimestre civil de 2025. La croissance de la population devrait ralentir abruptement au cours de l'année civile 2026 en raison de la réduction des cibles d'immigration de résidents permanents et temporaires planifiée par le gouvernement fédéral. Cette diminution devrait contribuer au ralentissement de la croissance totale du PIB, mais nous nous attendons à un regain de la croissance du PIB par habitant au cours de l'année civile 2026, et ce, du fait de la stabilisation de la politique commerciale internationale américaine, de l'effet décalé des réductions de taux d'intérêt précédentes et des hausses prévues des dépenses publiques. Il est attendu que le taux de chômage passe de 6,5 % en janvier 2026 à 6,3 % d'ici la fin de l'année civile 2026. L'inflation a ralenti pour se rapprocher de la cible de 2 % de la Banque du Canada, mais une demande intérieure résiliente et un recalibrage commercial devraient continuer d'exercer une pression, maintenant l'inflation de base au-dessus du niveau cible de 2 %. Les changements apportés à la politique commerciale américaine demeurent une source importante de risque pour les perspectives économiques, un examen conjoint du fonctionnement de l'ACEUM et d'éventuelles négociations visant à le renouveler devant débiter cet été. La Banque du Canada a déjà réduit les taux d'intérêt de 275 points de base depuis juin 2024, et nous ne prévoyons pas d'autres baisses au cours de l'année civile 2026.

États-Unis

Le PIB des États-Unis devrait croître de 1,7 %¹ au premier trimestre civil de 2026 et de 1,5 %¹ au deuxième, après avoir progressé de 1,4 %¹ au quatrième trimestre civil de 2025. Le taux de chômage américain a augmenté au cours de la dernière année civile, mais reste faible, s'affichant à 4,3 % en janvier 2026. La croissance de l'emploi a ralenti au cours de l'année civile 2025, mais les dépenses de consommation sont demeurées élevées. L'inflation a diminué par rapport à il y a un an, s'établissant à 2,4 % en janvier 2026, mais elle demeure supérieure à la cible de 2 % de la Réserve fédérale américaine. Un important déficit budgétaire public devrait soutenir la croissance du PIB au cours de l'année civile 2026, tout en limitant la baisse de l'inflation. Nous ne nous attendons pas à ce que la Réserve fédérale américaine abaisse la fourchette cible des taux des fonds fédéraux au cours de l'année civile 2026 après l'avoir réduite de 175 points de base depuis juillet 2024. L'éventualité d'une politique commerciale encore plus protectionniste aux États-Unis demeure un risque pour la croissance économique et les marchés de l'emploi.

Zone euro et Royaume-Uni

Le PIB de la zone euro devrait croître de 0,5 % au cours des premier et deuxième trimestres civils de 2026, soutenu par les dépenses budgétaires expansionnistes en Allemagne. Les taux de chômage demeurent faibles dans la plupart des pays de la zone euro, et l'inflation continue de ralentir. Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne maintienne le taux des dépôts à 2,0 % pour l'année civile 2026, après l'avoir abaissé de 200 points de base depuis le début de juin 2024. Le PIB du Royaume-Uni devrait pour sa part augmenter de 0,2 % au premier trimestre civil de 2026 et de 0,3 % au deuxième, après avoir enregistré une croissance modérée au cours de l'année civile 2025. Le taux de chômage au Royaume-Uni s'est accru pendant la dernière année civile, la conjoncture des marchés de l'emploi s'étant essoufflée et l'inflation des services ayant graduellement ralenti, mais demeurant élevée. Nous nous attendons à ce que la Banque d'Angleterre réduise le taux d'escompte de 50 points de base additionnels au cours de l'année civile 2026, après l'avoir déjà réduit de 150 points de base depuis juillet 2024.

Marchés financiers

Les rendements obligataires ont très peu bougé aux États-Unis, au Canada, dans la zone euro et au Royaume-Uni au cours des trois derniers mois, les banques centrales ayant indiqué qu'elles étaient réticentes à réduire de manière importante les taux directeurs. À l'échelle mondiale, les incertitudes tarifaires et les risques géopolitiques restent une source importante de volatilité sur les marchés financiers. L'indice du dollar américain a continué de légèrement s'affaiblir au début de l'année civile 2026, ce qui s'ajoute au ralentissement observé au cours de l'année civile 2025. Les prix des métaux précieux restent à des niveaux historiquement élevés, tandis que les prix de l'énergie ont peu bougé par rapport à l'an dernier et que les marchés boursiers demeurent près de sommets records.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2025 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En janvier 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance mondiale de 3,3 % pour l'année civile 2026, soit une hausse de 0,2 % par rapport à ses prévisions d'octobre. Cette hausse prévue s'explique par l'effet favorable des placements en technologie, des mesures de soutien monétaire et budgétaire ainsi que des conditions financières généralement accommodantes, facteurs légèrement contrebalancés par l'incidence négative des changements aux politiques commerciales. Il subsiste des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne :

- l'absence d'accords commerciaux, qui prolonge le climat d'incertitude, un abandon de l'intégration économique mondiale et l'incidence négative sur la productivité et les perspectives de croissance, en particulier pour les marchés émergents et les pays en voie de développement;
- les changements de priorités au sujet des politiques mondiales, y compris l'incertitude actuelle concernant les politiques américaines en matière de commerce, de relations extérieures, de défense et d'immigration, qui pourraient perturber les alliances mondiales et accroître les risques liés, entre autres, à l'économie et aux marchés, et l'intensification des pressions politiques sur les institutions et les preneurs de décisions, qui pourrait miner la crédibilité des politiques, réduire la confiance des investisseurs et accentuer les vulnérabilités macroéconomiques;
- les déficits budgétaires importants et la dette publique importante prévus pour les grandes économies, qui pourraient entraîner des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme, une instabilité des marchés financiers ou un ralentissement de la croissance, ainsi que leur incidence sur la confiance des consommateurs et des entreprises;
- la réévaluation des attentes de croissance de la productivité des technologies, en particulier celles liées à l'IA, qui pourrait mener à une baisse des investissements et entraîner une correction marquée des marchés financiers dans ces secteurs et dans d'autres secteurs, ainsi qu'une dégradation du patrimoine des ménages;
- le vieillissement de la population dans les pays développés, ainsi que les politiques en immigration changeantes, qui pourraient avoir une incidence à long terme sur la main-d'œuvre, la productivité économique et la capacité budgétaire des gouvernements;
- les conflits en cours, comme celui entre la Russie et l'Ukraine, et ceux au Moyen-Orient et en Asie, ainsi que les tensions croissantes entre la Chine et Taïwan, conjugués à une montée de la polarisation et de l'agitation sociale;
- les événements météorologiques extrêmes.

Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Lignes directrices sur les normes de liquidité

Le 29 janvier 2026, le BSIF a mis à jour les lignes directrices définitives sur les normes de liquidité en ce qui concerne le ratio de liquidité à court terme, le ratio de liquidité à long terme et les flux de trésorerie nets cumulatifs. Les modifications introduisent de nouvelles catégories de financement afin de refléter les risques de liquidité liés à des produits comme les billets structurés et les dépôts provenant de tiers non liés, ainsi que des traitements définis pour les instruments assortis de clauses conditionnelles susceptibles d'influer sur le profil des échéances. Les lignes directrices entreront en vigueur le 1^{er} mai 2026 et, en ce qui nous concerne, leur incidence ne devrait pas être importante. Nous avons évalué les exigences et prévoyons n'avoir aucune difficulté pour nous y conformer d'ici la date d'entrée en vigueur.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2025. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est dégagé à 5 785 millions de dollars, en hausse de 654 millions, ou 13 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,03 \$, ayant progressé de 0,49 \$, ou 14 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 17,6 %, contre 16,8 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,7 %, en hausse de 50 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 5 861 millions de dollars, en hausse de 607 millions, ou 12 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 4,08 \$, ayant augmenté de 0,46 \$, ou 13 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 17,8 %, en hausse par rapport à 17,2 % un an plus tôt.

Notre bénéfice a augmenté sur un an, principalement grâce à l'amélioration des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux, qui a été en partie neutralisée par la baisse du résultat du secteur Assurances. Notre bénéfice reflète également l'incidence du change.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est chiffré à 5 785 millions de dollars, en hausse de 351 millions, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,03 \$, en hausse de 0,27 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,6 %, une augmentation par rapport à 16,8 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,7 % a augmenté de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 5 861 millions de dollars, en hausse de 307 millions, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 4,08 \$, en hausse de 0,23 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est chiffré à 17,8 %, une augmentation par rapport à 17,2 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation.

Pour plus de détails sur nos résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos	
	T1 2026 par rapport au T1 2025	T1 2026 par rapport au T4 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	(224)\$	(61)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(10)	(3)
Frais autres que d'intérêt	(114)	(34)
Impôt sur le résultat	(9)	(2)
Bénéfice net	(91)	(22)
Incidence sur le bénéfice par action		
De base	(0,06)\$	(0,02)\$
Dilué	(0,06)	(0,02)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2026	le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)			
Dollar américain	0,726	0,720	0,699
Livre sterling	0,539	0,539	0,556
Euro	0,619	0,618	0,669

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2026	le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
Revenu d'intérêt et de dividende	26 104 \$	26 290 \$	26 455 \$
Charge d'intérêt	17 519	17 645	18 507
Revenu net d'intérêt	8 585 \$	8 645 \$	7 948 \$
Marge nette d'intérêt	1,55 %	1,62 %	1,60 %
Résultat des activités d'assurance	240 \$	78 \$	286 \$
Résultat des placements d'assurance	59	76	82
Revenus tirés des activités de négociation	1 180	604	1 195
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 924	2 794	2 667
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 414	1 364	1 236
Commissions de courtage en valeurs mobilières	508	504	471
Frais bancaires	593	608	612
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	742	760	674
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	380	334	318
Revenus sur cartes	335	349	317
Commissions de crédit	423	470	435
Profits nets sur les titres de placement	76	2	55
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	37	13	19
Autres	464	608	424
Revenus autres que d'intérêt	9 375	8 564	8 791
Total des revenus	17 960 \$	17 209 \$	16 739 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation			
Revenu net d'intérêt (1)	473 \$	698 \$	364 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 180	604	1 195
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 653 \$	1 302 \$	1 559 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total des revenus a augmenté de 1 221 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde ainsi que des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse. L'incidence du change a fait diminuer les revenus de 224 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 637 millions de dollars, ou 8 %, en raison surtout de la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises et de l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires aux particuliers. L'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions pour le secteur Marchés des Capitaux a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions pour le secteur Marchés des Capitaux et par l'incidence du change.

La marge nette d'intérêt a diminué de 5 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, partiellement neutralisée par la composition des produits favorable dans le secteur Services bancaires aux particuliers.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 257 millions de dollars, ou 10 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 178 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total des revenus a augmenté de 751 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation. L'accroissement du résultat des activités d'assurance et des commissions de gestion de placements et de services de garde a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a reculé de 60 millions de dollars, ou 1 %, étant donné que la croissance moyenne des volumes dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine et l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe en Amérique du Nord, dans le secteur Marchés des Capitaux, ont été plus que contrebalancés par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions, pour le secteur Marchés des Capitaux.

Le résultat des activités d'assurance a progressé de 162 millions de dollars, car le résultat du trimestre précédent comprenait l'incidence des changements défavorables des hypothèses actuarielles annuelles et un ajustement au titre de reprises de contrats de réassurance.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont accrus de 576 millions de dollars, ou 95 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 130 millions de dollars, ou 5 %, ce qui est attribuable en grande partie à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les autres revenus ont diminué de 144 millions de dollars, ou 24 %, du fait essentiellement des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2026	le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
Services bancaires aux particuliers	16 \$	33 \$	63 \$
Services bancaires aux entreprises	13	27	30
Gestion de patrimoine	(16)	(39)	36
Marchés des Capitaux	15	(8)	(61)
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	–	1	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	28	14	68
Services bancaires aux particuliers	516 \$	489 \$	427 \$
Services bancaires aux entreprises	273	346	308
Gestion de patrimoine	34	35	45
Marchés des Capitaux	245	115	205
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	–	(1)	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	1 068	984	985
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	1 096	998	1 053
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres ⁽³⁾	(6)	9	(3)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	1 090 \$	1 007 \$	1 050 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	15 \$	25 \$	104 \$
Prêts de gros	13	(11)	(36)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	28	14	68
Prêts de détail	564	548	485
Prêts de gros	504	436	500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	1 068	984	985
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	1 096 \$	998 \$	1 053 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,41 %	0,39 %	0,42 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,40 %	0,38 %	0,39 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 40 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, en partie neutralisée par la diminution des dotations dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a diminué de 40 millions de dollars, ou 59 %, en raison surtout des changements défavorables concernant la qualité du crédit et des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le transfert vers les prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accrue de 83 millions de dollars, ou 8 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux, qui a été neutralisée en partie par la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 83 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, en partie contrebalancée par le repli des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est accrue de 14 millions de dollars du fait surtout de la diminution des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, contrebalancée en partie par la baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 84 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, contrebalancée en partie par le repli des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2026	le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
Salaires	2 392 \$	2 350 \$	2 354 \$
Rémunération variable	2 753	2 561	2 569
Avantages du personnel et conservation du personnel	801	636	686
Rémunération fondée sur des actions	343	241	378
Ressources humaines	6 289	5 788	5 987
Matériel	728	721	681
Frais d'occupation	420	412	429
Communications	355	435	327
Honoraires	471	609	502
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	386	431	435
Autres	814	978	895
Frais autres que d'intérêt	9 463 \$	9 374 \$	9 256 \$
Ratio d'efficacité (1)	52,7 %	54,5 %	55,3 %
Ratio d'efficacité ajusté (1), (2)	52,1 %	53,6 %	54,3 %

(1) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 207 millions de dollars, ou 2 %, sur un an, en raison surtout de l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,7 %, soit une diminution de 260 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 52,1 %, en baisse de 220 p.b.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 89 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel, notamment l'augmentation saisonnière de la rémunération, et de l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par le recul des honoraires, par les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les revenus autres que d'intérêt, par la baisse saisonnière des frais de commercialisation ainsi que par la diminution de la charge d'amortissement dans le secteur Gestion de patrimoine, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de City National ayant été complété au cours de l'exercice 2025.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,7 %, soit une diminution de 180 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 52,1 %, en baisse de 150 p.b.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2026	le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
Impôt sur le résultat	1 622 \$	1 394 \$	1 302 \$
Bénéfice avant impôt	7 407	6 828	6 433
Taux d'imposition effectif	21,9 %	20,4 %	20,2 %
Résultats ajustés (1), (2)			
Impôt sur le résultat ajusté	1 648 \$	1 427 \$	1 344 \$
Bénéfice avant impôt ajusté	7 509	6 981	6 598
Taux d'imposition effectif ajusté	21,9 %	20,4 %	20,4 %

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

La charge d'impôt s'est accrue de 320 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 304 millions de dollars, ou 23 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 170 p.b. pour se chiffrer à 21,9 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a augmenté de 150 p.b. pour s'établir à 21,9 %.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

La charge d'impôt a augmenté de 228 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'amélioration du bénéfice avant impôt et de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. La charge d'impôt ajustée s'est accrue de 221 millions de dollars, ou 15 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 150 p.b. pour se chiffrer à 21,9 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice.

La charge d'impôt ajustée et le taux d'imposition effectif ajusté sont des mesures ou des ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Celles-ci n'ont pas été modifiées depuis le 31 octobre 2025, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances, pour lequel nous avons mis à jour notre méthode d'attribution des fonds propres afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les fonds propres attribués moyens pour la période. Pour chaque secteur, à l'exception du secteur Assurances, la moyenne des fonds propres attribués tient compte des fonds propres et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
	le 31 janvier 2026								
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances (1)	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 929 \$	841 \$	1 267 \$	209 \$	1 433 \$	(36) \$	5 643 \$	5 293 \$	5 011 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	29 100	19 700	25 600	3 350	39 450	10 150	127 350	124 900	118 550
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,3 %	16,9 %	19,6 %	24,9 %	14,4 %	n.s.	17,6 %	16,8 %	16,8 %

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de fonds propres attribués.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Les mesures et les ratios hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures et les ratios hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats et ratios ajustés

Nous sommes d'avis que les résultats ajustés sont plus représentatifs de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de la performance. Les éléments spécifiés décrits ci-après peuvent entraîner une volatilité qui pourrait occulter les tendances de la performance des activités sous-jacentes, et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut varier considérablement d'une organisation à l'autre. Exclure l'incidence des éléments spécifiés et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions pourrait améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats du trimestre clos le 31 janvier 2025 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada).

Les ratios ajustés, y compris le bénéfice par action ajusté (de base et dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et le ratio d'efficacité ajusté, qui sont tirés des résultats ajustés, sont utiles aux lecteurs puisqu'ils peuvent améliorer la comparabilité dans le cadre de l'évaluation de la rentabilité calculée par action, de l'efficacité avec laquelle les bénéfices sont générés à partir de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de l'efficacité avec laquelle les coûts sont gérés par rapport aux revenus. Les résultats et les ratios ajustés peuvent également servir de base pour aider les lecteurs à prendre des décisions en matière de stratégie et d'attribution des fonds propres.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et ratios ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Total des revenus	17 960 \$	17 209 \$	16 739 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 090	1 007	1 050
Frais autres que d'intérêt	9 463	9 374	9 256
Bénéfice avant impôt	7 407	6 828	6 433
Impôt sur le résultat	1 622	1 394	1 302
Bénéfice net	5 785 \$	5 434 \$	5 131 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 643 \$	5 293 \$	5 011 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 398 580	1 403 782	1 413 937
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,03 \$	3,77 \$	3,54 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 401 884	1 406 696	1 416 502
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,03 \$	3,76 \$	3,54 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,6 %	16,8 %	16,8 %
Taux d'imposition effectif	21,9 %	20,4 %	20,2 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	102 \$	153 \$	165 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	–	–	12
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (2)	102	153	153
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	26 \$	33 \$	42 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	–	–	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (2)	26	33	36
Résultats ajustés			
Bénéfice avant impôt ajusté	7 509 \$	6 981 \$	6 598 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 648	1 427	1 344
Bénéfice net ajusté	5 861	5 554	5 254
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté (3)	5 719	5 413	5 134
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 398 580	1 403 782	1 413 937
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars)	4,09 \$	3,86 \$	3,63 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 401 884	1 406 696	1 416 502
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars)	4,08 \$	3,85 \$	3,62 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	17,8 %	17,2 %	17,2 %
Taux d'imposition effectif ajusté	21,9 %	20,4 %	20,4 %
Ratio d'efficacité ajusté			
Total des revenus	17 960 \$	17 209 \$	16 739 \$
Frais autres que d'intérêt	9 463	9 374	9 256
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (1)	–	–	12
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (2)	102	153	153
Frais autres que d'intérêt ajustés (3)	9 361 \$	9 221 \$	9 091 \$
Ratio d'efficacité	52,7 %	54,5 %	55,3 %
Ratio d'efficacité ajusté	52,1 %	53,6 %	54,3 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(3) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers

	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	3 831 \$	3 774 \$	3 505 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 407	1 404	1 306
Total des revenus	5 238	5 178	4 811
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	16	32	63
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	515	487	425
Dotation à la provision pour pertes de crédit	531	519	488
Frais autres que d'intérêt	2 020	2 076	2 015
Bénéfice avant impôt	2 687	2 583	2 308
Bénéfice net	1 962 \$	1 887 \$	1 678 \$
Revenus par secteur d'exploitation			
Services bancaires aux particuliers – Canada	4 923 \$	4 860 \$	4 499 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	315	318	312
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,3 %	25,6 %	23,7 %
Marge nette d'intérêt	2,72 %	2,70 %	2,58 %
Ratio d'efficacité	38,6 %	40,1 %	41,9 %
Levier d'exploitation (1)	8,7 %	9,1 %	2,5 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	559 500 \$	554 300 \$	539 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	548 500	543 500	530 100
Moyenne des dépôts	436 800	436 400	437 200
Biens administrés (2)	293 100	288 500	266 400
Moyenne des biens administrés	290 100	280 400	261 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,37 %	0,36 %	0,32 %
Autres informations – Services bancaires aux particuliers – Canada			
Bénéfice net	1 868 \$	1 788 \$	1 583 \$
Marge nette d'intérêt	2,66 %	2,63 %	2,50 %
Ratio d'efficacité	37,1 %	38,4 %	40,5 %
Levier d'exploitation	9,1 %	9,0 %	2,3 %

(1) Se reporter au glossaire pour la composition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement de 14 milliards de dollars et 5 milliards au 31 janvier 2026 (15 milliards et 5 milliards au 31 octobre 2025; 15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2025).

Rendement financier

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 284 millions de dollars, ou 17 %, sur un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada. L'augmentation des revenus autres que d'intérêt a également favorisé cette hausse.

Le total des revenus s'est accru de 427 millions de dollars, ou 9 %.

Les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont progressé de 424 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 2 %, y compris 4 % pour les prêts. La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis sont demeurés relativement stables.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 14 p.b., en raison surtout des changements favorables dans la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 43 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux surtout dans nos portefeuilles canadiens de prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, ce qui a été partiellement neutralisé par la baisse des dotations liées aux prêts productifs, attribuable surtout à la baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit, laquelle a pour sa part été annulée en partie par la diminution des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables, ce qui reflète la gestion prudente des dépenses.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est accru de 75 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt pour le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada et de la baisse des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus a augmenté de 60 millions de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 1 % pour les prêts et de l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada.

La marge nette d'intérêt s'est accrue de 2 p.b. du fait surtout d'une variation favorable dans la composition des dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 12 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans la majorité de nos portefeuilles canadiens et de l'incidence des recouvrements des prêts douteux dans le secteur Services bancaires dans les Antilles au cours du trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des dotations liées aux prêts productifs, qui découle surtout de la baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit, ce qui a été en grande partie contrebalancé par la diminution des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 56 millions de dollars, ou 3 %, surtout du fait de la baisse des frais de commercialisation, qui reflète le caractère saisonnier, et de la diminution des honoraires, ce qui a été partiellement neutralisé par l'augmentation des frais liés au personnel.

Services bancaires aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Revenu net d'intérêt	1 895 \$	1 910 \$	1 796 \$
Revenus autres que d'intérêt	312	311	331
Total des revenus	2 207	2 221	2 127
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	13	27	31
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	273	346	308
Dotation à la provision pour pertes de crédit	286	373	339
Frais autres que d'intérêt	725	728	710
Bénéfice avant impôt	1 196	1 120	1 078
Bénéfice net	863 \$	810 \$	777 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,9 %	15,8 %	15,5 %
Marge nette d'intérêt	3,93 %	3,99 %	3,89 %
Ratio d'efficacité	32,9 %	32,8 %	33,4 %
Levier d'exploitation	1,7 %	4,8 %	0,9 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	191 300 \$	190 000 \$	183 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	191 300	190 000	183 200
Moyenne des dépôts	318 800	311 300	304 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,57 %	0,72 %	0,67 %

Rendement financier

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est accru de 86 millions de dollars, ou 11 %, sur un an, en raison essentiellement de l'augmentation du revenu net d'intérêt, reflétant la croissance moyenne des volumes de 5 %, et du recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 80 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 5 % pour les dépôts et de 4 % pour les prêts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 53 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la diminution des dotations liées aux prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont celui des produits forestiers, partiellement neutralisée par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans le secteur du transport. Le recul des dotations liées aux prêts productifs, qui s'explique surtout par des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, en partie contrebalancés par des changements défavorables concernant la qualité du crédit, a également contribué à la baisse.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 15 millions de dollars, ou 2 %, surtout du fait de l'augmentation des coûts liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie, déduction faite des synergies réalisées dans le cadre de l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada).

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 53 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a diminué de 14 millions de dollars, ou 1 %, du fait surtout de la baisse du revenu net d'intérêt, la croissance moyenne des volumes de 2 % pour les dépôts et de 1 % pour les prêts ayant été plus que compensée par le rétrécissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 87 millions de dollars, ou 23 %, en raison essentiellement de la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont celui de l'automobile, partiellement contrebalancée par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans le secteur des produits industriels.

Les frais autres que d'intérêt sont restés relativement stables.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Revenu net d'intérêt	1 454 \$	1 443 \$	1 394 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 630	4 457	4 174
Total des revenus	6 084	5 900	5 568
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(16)	(39)	36
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	34	35	45
Dotation à la provision pour pertes de crédit	18	(4)	81
Frais autres que d'intérêt	4 384	4 313	4 204
Bénéfice avant impôt	1 682	1 591	1 283
Bénéfice net	1 295 \$	1 284 \$	980 \$
Revenus par secteur d'exploitation			
Gestion de patrimoine – Canada	1 916 \$	1 847 \$	1 693 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National Bank [City National])	2 656	2 573	2 466
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 929	1 852	1 722
Gestion mondiale d'actifs	964	908	867
Gestion de patrimoine – International	358	377	344
Services aux investisseurs	190	195	198
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,6 %	19,7 %	15,2 %
Marge nette d'intérêt	3,38 %	3,45 %	3,34 %
Marge avant impôt (1)	27,6 %	27,0 %	23,0 %
Nombre de conseillers (2)	6 301	6 229	6 180
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	170 700 \$	166 100 \$	165 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	129 800	125 800	122 100
Moyenne des dépôts	177 100	173 200	183 700
Biens administrés (3)	5 314 400	5 284 800	4 856 800
Biens sous gestion (3)	1 578 900	1 563 900	1 419 200
Moyenne des biens administrés	5 335 600	5 191 400	4 778 100
Moyenne des biens sous gestion	1 569 700	1 529 100	1 361 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,10 %	0,11 %	0,15 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	T1 2026 par rapport au T1 2025	T1 2026 par rapport au T4 2025
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	(99)\$	(27)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	(1)
Frais autres que d'intérêt	(72)	(20)
Bénéfice net	(21)	(5)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	4 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(3)%	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7)%	– %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 315 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Le total des revenus s'est accru de 516 millions de dollars, ou 9 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 223 millions de dollars, ou 13 %, du fait surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes pour les dépôts.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 190 millions de dollars, ou 8 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 207 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes des prêts et l'élargissement des écarts ont également contribué à cette augmentation.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 97 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 4 %, principalement en raison de l'incidence du change et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète les ventes nettes et l'appréciation des marchés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse du revenu net d'intérêt.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont reculé de 8 millions de dollars, ou 4 %, la hausse des revenus liés aux services tarifés ayant été plus que neutralisée par la fin de l'accord de services de transition lié à la vente des activités de RBC Investor Services à CACEIS et par la baisse des revenus tirés des transactions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 63 millions de dollars, ou 78 %, en raison surtout des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement attribuables aux changements favorables concernant la qualité du crédit, comparativement à des dotations constituées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 180 millions de dollars, ou 4 %, ce qui s'explique principalement par l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats ainsi que par l'augmentation des frais liés au personnel. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change et par la diminution de la charge d'amortissement, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de City National ayant été complété au cours de l'exercice 2025.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 11 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la croissance des revenus, qui découle de la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, du revenu net d'intérêt et des honoraires liés au rendement. Ces facteurs ont été largement contrebalancés par l'accroissement des charges, qui reflète principalement la hausse des coûts liés au personnel, notamment l'augmentation saisonnière de la rémunération, et l'incidence des ajustements fiscaux favorables au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 184 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de prêts et de dépôts. Les honoraires liés au rendement ont également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit était de 18 millions de dollars, comparativement à (4) millions au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement attribuables à la baisse des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 71 millions de dollars, ou 2 %, ce qui est en grande partie attribuable à l'augmentation des frais liés au personnel, notamment l'augmentation saisonnière de la rémunération, et à l'accroissement de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats. Ces facteurs ont été annulés en partie par la diminution de la charge d'amortissement, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de City National ayant été complété au cours de l'exercice 2025, par la diminution des honoraires, par la résorption partielle du coût de la cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) comptabilisée dans les périodes précédentes ainsi que par l'incidence du change.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Revenus autres que d'intérêt			
Résultat des activités d'assurance	240 \$	78 \$	286 \$
Résultat des placements d'assurance	59	76	82
Autres revenus	39	55	38
Total des revenus	338	209	406
Frais autres que d'intérêt	78	74	87
Bénéfice avant impôt	260	135	319
Bénéfice net	213 \$	98 \$	272 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	24,9 %	20,6 %	49,9 %
Primes et dépôts (2), (3)	1 683 \$	1 778 \$	2 422 \$
Marge sur services contractuels (4)	1 773	1 802	2 008

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

(3) Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(4) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs au titre des contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier**Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025**

Le bénéfice net a diminué de 59 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la baisse du résultat des activités d'assurance découlant de l'incidence des reprises de contrats de réassurance à l'exercice précédent.

Le total des revenus a reculé de 68 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la baisse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont repliés de 9 millions de dollars, ou 10 %, principalement du fait des coûts des indemnités de départ à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 115 millions de dollars, ou 117 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement du résultat des activités d'assurance, car le bénéfice du trimestre précédent comprenait l'incidence des changements défavorables des hypothèses actuarielles annuelles et un ajustement au titre de reprises de contrats de réassurance.

Le total des revenus s'est accru de 129 millions de dollars, ou 62 %, en raison principalement de la hausse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4 millions de dollars, ou 5 %.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Revenu net d'intérêt (1)	1 218 \$	1 309 \$	918 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	2 800	2 302	2 838
Total des revenus (1)	4 018	3 611	3 756
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	16	1	(63)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	240	118	205
Dotation à la provision pour pertes de crédit	256	119	142
Frais autres que d'intérêt	2 119	1 981	2 041
Bénéfice avant impôt	1 643	1 511	1 573
Bénéfice net	1 478 \$	1 431 \$	1 432 \$
Revenus par secteur d'exploitation			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 722 \$	1 812 \$	1 715 \$
Marchés mondiaux	2 224	1 749	2 079
Autres	72	50	(38)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,4 %	14,1 %	14,9 %
Moyenne du total de l'actif	1 462 000 \$	1 353 700 \$	1 326 700 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	253 500	219 300	211 600
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	175 500	169 600	159 700
Moyenne des dépôts	454 400	421 200	360 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,56 %	0,27 %	0,51 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	T1 2026 par rapport au T1 2025	T1 2026 par rapport au T4 2025
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	(95)\$	(27)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(9)	(3)
Frais autres que d'intérêt	(32)	(11)
Bénéfice net	(48)	(12)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	4 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(3)%	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7)%	– %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 s'est élevée à 25 millions de dollars (47 millions au 31 octobre 2025; 26 millions au 31 janvier 2025). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Rendement financier

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 46 millions de dollars, ou 3 %, sur un an, en raison surtout de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux, qui a été atténuée par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 262 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement sont restés relativement stables. L'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation en Amérique du Nord, l'accroissement des activités de fusion et acquisition au Canada et en Europe et l'augmentation des revenus tirés de prêts en Amérique du Nord ont été contrebalancés par une réduction de souscriptions de prêts aux États-Unis, par un repli des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions et par l'incidence du change.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 145 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe dans la plupart des régions, partiellement contrebalancé par l'incidence du change.

Les autres revenus se sont accrus de 110 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la diminution des coûts de financement résiduels et des coûts des capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 114 millions de dollars, ou 80 %, en raison surtout des dotations constituées à l'égard des prêts productifs au cours du trimestre à l'étude, comparativement à des contrepassations de dotations au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'un compte dans le secteur d'activité des autres services qui a été transféré des prêts productifs aux prêts douteux. La hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, notamment les secteurs de la consommation discrétionnaire et des services financiers, partiellement contrebalancée par la baisse des dotations dans le secteur des autres services, a également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 78 millions de dollars, ou 4 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 47 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'accroissement des revenus du secteur Marchés mondiaux, contrebalancé en partie par la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 407 millions de dollars, ou 11 %, sous l'effet essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions. L'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions et les profits à la cession de certains titres de placement ont également contribué à l'accroissement.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 137 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des services financiers.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 138 millions de dollars, ou 7 %, principalement en raison de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2026	le 31 octobre 2025	le 31 janvier 2025
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	187 \$	209 \$	335 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(112)	(119)	(264)
Total des revenus (1), (2)	75	90	71
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	–	–
Frais autres que d'intérêt (2)	137	202	199
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(61)	(112)	(128)
Charge (économie) d'impôt (1)	(35)	(36)	(120)
Bénéfice net (perte nette)	(26)\$	(76)\$	(8)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026, les revenus ont inclus des profits de 90 millions de dollars (profits de 173 millions et de 112 millions, respectivement, au 31 octobre 2025 et au 31 janvier 2025) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 86 millions (161 millions et 108 millions, respectivement, au 31 octobre 2025 et au 31 janvier 2025), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent de 25 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026, comparativement à 47 millions au trimestre précédent et à 26 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui se rattache à la majoration des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2026

La perte nette s'est chiffrée à 26 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, neutralisés partiellement par les activités de gestion actif-passif.

Quatrième trimestre de 2025

La perte nette s'est établie à 76 millions de dollars, du fait essentiellement des coûts non affectés résiduels, contrebalancés en partie par les activités de gestion actif-passif.

Premier trimestre de 2025

La perte nette s'est chiffrée à 8 millions de dollars.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2026	2025				2024		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers	5 238 \$	5 178 \$	5 060 \$	4 805 \$	4 811 \$	4 658 \$	4 490 \$	4 163 \$
Services bancaires aux entreprises	2 207	2 221	2 152	2 062	2 127	2 077	2 036	1 656
Gestion de patrimoine	6 084	5 900	5 513	5 397	5 568	5 186	4 964	4 789
Assurances	338	209	368	338	406	278	285	298
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	4 018	3 611	3 758	3 301	3 756	2 903	3 004	3 154
Services de soutien généraux ⁽²⁾	75	90	134	(231)	71	(28)	(148)	94
Total des revenus	17 960	17 209	16 985	15 672	16 739	15 074	14 631	14 154
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 090	1 007	881	1 424	1 050	840	659	920
Frais autres que d'intérêt	9 463	9 374	9 232	8 730	9 256	9 019	8 599	8 308
Bénéfice avant impôt	7 407	6 828	6 872	5 518	6 433	5 215	5 373	4 926
Impôt sur le résultat	1 622	1 394	1 458	1 128	1 302	993	887	976
Bénéfice net	5 785 \$	5 434 \$	5 414 \$	4 390 \$	5 131 \$	4 222 \$	4 486 \$	3 950 \$
Bénéfice par action – de base	4,03 \$	3,77 \$	3,76 \$	3,03 \$	3,54 \$	2,92 \$	3,09 \$	2,75 \$
– dilué	4,03	3,76	3,75	3,02	3,54	2,91	3,09	2,74
Taux d'imposition effectif	21,9 %	20,4 %	21,2 %	20,4 %	20,2 %	19,0 %	16,5 %	19,8 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,726 \$	0,720 \$	0,728 \$	0,704 \$	0,699 \$	0,733 \$	0,730 \$	0,734 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers. La marge nette d'intérêt a été favorisée par les changements dans la composition des produits et par l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction visant HSBC Canada, le 28 mars 2024.

Une croissance des volumes de prêts et de dépôts pendant la période a fait croître les revenus du secteur Services bancaires aux entreprises. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction visant HSBC Canada, le 28 mars 2024.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché.

Les revenus du secteur Assurances rendent compte de l'expérience en matière de placement et d'assurance. Les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels et les pertes liées aux nouvelles activités sont reflétées dans les résultats des activités d'assurance.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Les honoraires tirés des services bancaires ont augmenté pendant la majeure partie de 2024. Toutefois, au premier semestre de 2025, la croissance des honoraires a commencé à ralentir sur fond d'incertitude macroéconomique et de volatilité des marchés, puis a laissé entrevoir une certaine reprise au deuxième semestre de 2025, qui s'est prolongée de manière stable en 2026. Les activités de vente et de négociation ont poursuivi sur leur lancée en 2024 et 2025, la volatilité accrue du marché ayant entraîné une conjoncture favorable du marché, et au cours du premier trimestre de 2026, les volumes de clients sont demeurés solides dans leur ensemble.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques, lesquelles influent sur nos prévisions et la pondération de nos scénarios, et les risques. Pour la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables concernant la qualité du crédit. Nos prévisions macroéconomiques se sont dans l'ensemble améliorées tout au long de la période, à l'exception du deuxième trimestre de 2025, moment où des changements défavorables sont survenus en raison de l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Le deuxième trimestre de 2024 comprenait la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a, en général, été en hausse pendant la période.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les frais comprenaient également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada avant le troisième trimestre de 2025. Les frais autres que d'intérêt de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction visant HSBC Canada, le 28 mars 2024.

Notre taux d'imposition effectif a été touché par des niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Depuis le premier trimestre de 2025, notre taux d'imposition effectif rend compte de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	99 299 \$	87 388 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (2)	588 966	561 788
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	279 800	309 683
Prêts		
Prêts de détail	655 434	652 344
Prêts de gros	406 848	397 171
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 401)	(7 093)
Autres – Dérivés	170 830	177 206
– Autres	148 617	146 519
Total de l'actif	2 342 393 \$	2 325 006 \$
Passif		
Dépôts	1 542 216 \$	1 515 616 \$
Autres – Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	288 016	289 516
– Dérivés	170 731	183 953
– Autres	189 697	182 809
Débitures subordonnées	11 875	13 961
Total du passif	2 202 535	2 185 855
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	139 801	139 092
Participations ne donnant pas le contrôle	57	59
Total des capitaux propres	139 858	139 151
Total du passif et des capitaux propres	2 342 393 \$	2 325 006 \$

(1) Inclut la trésorerie et les montants à recevoir de banques ainsi que les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques.

(2) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total de l'actif a augmenté de 17 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2025, déduction faite de l'incidence du change de 89 milliards.

La trésorerie et les dépôts auprès de banques ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion des liquidités et de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui rend compte des activités de gestion des liquidités et de la trésorerie, ainsi que l'augmentation des titres de participation, reflétant les activités des clients, partiellement contrebalancées par l'incidence du change.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 30 milliards de dollars, ou 10 %, en raison principalement du ralentissement des activités de financement des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels, partiellement contrebalancée par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont reculé de 6 milliards de dollars, ou 4 %, déduction faite de l'incidence du change, en raison principalement de la diminution des justes valeurs des contrats de change et des contrats sur actions, en partie neutralisée par l'augmentation des justes valeurs des autres contrats sur dérivés.

Les autres actifs sont demeurés relativement stables.

Le total du passif a augmenté de 17 milliards de dollars, ou 1 %, déduction faite de l'incidence du change de 89 milliards.

Les dépôts se sont accrus de 27 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de banques et des dépôts des entreprises et des gouvernements découlant des activités de gestion des liquidités et de la trésorerie, ainsi que de la croissance des dépôts des particuliers attribuable aux activités des clients, partiellement contrebalancées par l'incidence du change.

Les engagements liés aux conventions de rachat et aux titres prêtés sont restés relativement stables.

Les passifs dérivés ont fléchi de 13 milliards de dollars, ou 7 %, déduction faite de l'incidence du change, en raison principalement de la diminution des justes valeurs des contrats de change et des contrats sur actions, facteur en partie contrebalancé par l'augmentation des justes valeurs des autres contrats sur dérivés.

Les autres passifs se sont accrus de 7 milliards de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la hausse des garanties en espèces, qui reflète les conditions de marché et les activités des clients.

Les débetures subordonnées ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 15 %, ce qui rend compte des arrivées à échéance.

Le total des capitaux propres a augmenté de 1 milliard de dollars, ou 1 %, ce qui rend essentiellement compte du bénéfice, déduction faite des dividendes et des rachats de billets de capital à recours limité et d'actions privilégiées.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026.

Nos principales transactions hors bilan comprennent celles décrites aux pages 71 et 72 de notre rapport annuel 2025.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2025.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2026					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	9 188 \$	41 %	13 130 \$	59 %	22 318 \$	1 747 \$
Québec	11 326	24	36 319	76	47 645	3 515
Ontario	30 784	13	200 965	87	231 749	18 369
Alberta	17 677	40	26 852	60	44 529	4 588
Saskatchewan et Manitoba	8 181	39	12 866	61	21 047	1 706
Colombie-Britannique et territoires	12 041	13	78 267	87	90 308	8 314
Total – Canada (5)	89 197	19	368 399	81	457 596	38 239
États-Unis	–	–	35 615	100	35 615	2 154
Autres pays	–	–	3 318	100	3 318	1 374
Total – Autres pays	–	–	38 933	100	38 933	3 528
Total	89 197 \$	18 %	407 332 \$	82 %	496 529 \$	41 767 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2025					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	9 143 \$	42 %	12 883 \$	58 %	22 026 \$	1 745 \$
Québec	11 504	24	35 859	76	47 363	3 537
Ontario	30 857	13	198 588	87	229 445	18 623
Alberta	17 888	40	26 517	60	44 405	4 646
Saskatchewan et Manitoba	8 299	39	12 813	61	21 112	1 728
Colombie-Britannique et territoires	12 041	13	77 954	87	89 995	8 384
Total – Canada (5)	89 732	20	364 614	80	454 346	38 663
États-Unis	–	–	35 673	100	35 673	2 227
Autres pays	–	–	3 394	100	3 394	1 387
Total – Autres pays	–	–	39 067	100	39 067	3 614
Total	89 732 \$	18 %	403 681 \$	82 %	493 413 \$	42 277 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 41 751 millions de dollars et 16 millions, respectivement (42 260 millions et 17 millions, respectivement, au 31 octobre 2025), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 458 milliards de dollars (454 milliards au 31 octobre 2025) comprend des prêts hypothécaires de clients commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 octobre 2025) dans le secteur Services bancaires aux entreprises, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 octobre 2025) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (17 milliards au 31 octobre 2025) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 18 milliards (17 milliards au 31 octobre 2025) est détenue à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 octobre 2025).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2026			31 octobre 2025		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	75 %	40 %	72 %	76 %	38 %	73 %
De 25 à 30 ans	25	60	28	24	62	27
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

Ratio prêt-valeur moyen (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada en cours.

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2026		le 31 octobre 2025	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4)				
Provinces de l'Atlantique	70 %	70 %	70 %	70 %
Québec	69	70	70	70
Ontario	71	67	70	66
Alberta	70	70	71	71
Saskatchewan et Manitoba	72	73	73	73
Colombie-Britannique et territoires	67	64	68	64
États-Unis	70	n.s.	73	n.s.
Autres pays	72	n.s.	69	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6)	70 %	67 %	70 %	67 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada (7)	61 %	51 %	60 %	49 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								
	31 janvier 2026								31 octobre 2025
	Type d'actif				Type de client				Total
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises		
Europe (hors Royaume-Uni)	20 010 \$	24 657 \$	7 929 \$	3 841 \$	31 571 \$	7 587 \$	17 279 \$	56 437 \$	56 215 \$
Royaume-Uni	15 198	38 005	11 101	1 891	21 639	31 226	13 330	66 195	45 368
Antilles	7 084	10 213	2 935	1 768	8 845	5 238	7 917	22 000	22 789
Asie-Pacifique	9 377	39 831	4 875	1 507	20 947	28 992	5 651	55 590	46 151
Autres (4)	2 868	1 718	3 673	294	2 752	2 681	3 120	8 553	8 114
Risque net des autres pays (5)	54 537 \$	114 424 \$	30 513 \$	9 301 \$	85 754 \$	75 724 \$	47 297 \$	208 775 \$	178 637 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 470 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (467 milliards au 31 octobre 2025) et 24 milliards à l'égard des dérivés (20 milliards au 31 octobre 2025).

(3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 28 milliards de dollars (26 milliards au 31 octobre 2025), des dépôts de 38 milliards (24 milliards au 31 octobre 2025) et des titres de placement de 48 milliards (43 milliards au 31 octobre 2025).

(4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

(5) Exclut un risque de 6 883 millions de dollars (7 643 millions au 31 octobre 2025) lié aux organismes supranationaux.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Services bancaires aux particuliers	2 385 \$	2 091 \$
Services bancaires aux entreprises	3 450	3 362
Gestion de patrimoine	699	609
Marchés des Capitaux	2 633	2 620
Total du montant brut des prêts douteux	9 167 \$	8 682 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	8 682 \$	8 751 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	2 348	1 962
Remboursements nets (1)	(578)	(249)
Montants sortis du bilan	(753)	(1 216)
Autres (2)	(532)	(566)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	9 167 \$	8 682 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations		
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,86 %	0,83 %
Services bancaires aux particuliers	0,43 %	0,38 %
Services bancaires aux particuliers – Canada	0,40 %	0,34 %
Services bancaires aux entreprises	1,78 %	1,74 %
Gestion de patrimoine	0,54 %	0,47 %
Marchés des Capitaux	1,46 %	1,52 %

(1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers – Canada et Services bancaires aux entreprises sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 485 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers a augmenté de 294 millions de dollars, ou 14 %, du fait essentiellement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadien.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux entreprises s'est accru de 88 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris ceux du transport et des produits industriels, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des prêts douteux dans le secteur d'activité de l'agriculture.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 90 millions de dollars, ou 15 %, surtout du fait de la hausse des prêts douteux dans les secteurs d'activité de l'immobilier et autres et des biens de consommation de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a affiché une croissance de 13 millions de dollars, en raison essentiellement de la progression des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, notamment ceux de la consommation discrétionnaire et des autres services, ce qui a été partiellement contrebalancé par le recul des prêts douteux dans les secteurs d'activité des produits de financement et de l'immobilier et autres.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Services bancaires aux particuliers	3 794 \$	3 739 \$
Services bancaires aux entreprises	2 436	2 300
Gestion de patrimoine	482	496
Marchés des Capitaux	1 039	923
Services de soutien généraux et autres	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	7 752	7 459
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (1)	15	11
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	7 767 \$	7 470 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :		
Prêts de détail	3 466 \$	3 454 \$
Prêts de gros	2 005	2 019
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	5 471 \$	5 473 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	2 281	1 986

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 297 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, en grande partie dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux. La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs est restée relativement stable, des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques et l'incidence du change ayant été neutralisés en grande partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché, telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2025. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2025. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2025.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR des activités de négociation

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2026				31 octobre 2025		31 janvier 2025	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	12 \$	16 \$	25 \$	11 \$	17 \$	16 \$	13 \$	15 \$
Change	7	5	9	2	5	6	6	4
Marchandises	10	11	15	7	8	7	7	7
Taux d'intérêt (1)	25	27	32	21	33	24	22	23
Risque de crédit spécifique (2)	5	6	6	5	5	6	8	8
Effet de diversification (3)	(39)	(37)	n.s.	n.s.	(38)	(36)	(33)	(32)
VAR des activités de négociation	20 \$	28 \$	34 \$	20 \$	30 \$	23 \$	23 \$	25 \$
VAR totale	26 \$	42 \$	56 \$	26 \$	40 \$	36 \$	26 \$	32 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

n.s. non significatif

Premier trimestre de 2026 par rapport au premier trimestre de 2025

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 28 millions de dollars, une augmentation de 3 millions de dollars par rapport à il y a un an, principalement en raison des variations du risque lié à nos portefeuilles de marchandises et de titres à revenu fixe.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 42 millions de dollars, en hausse de 10 millions, en raison surtout des variations du risque lié à nos portefeuilles de marchandises, de titres à revenu fixe et de titres de participation.

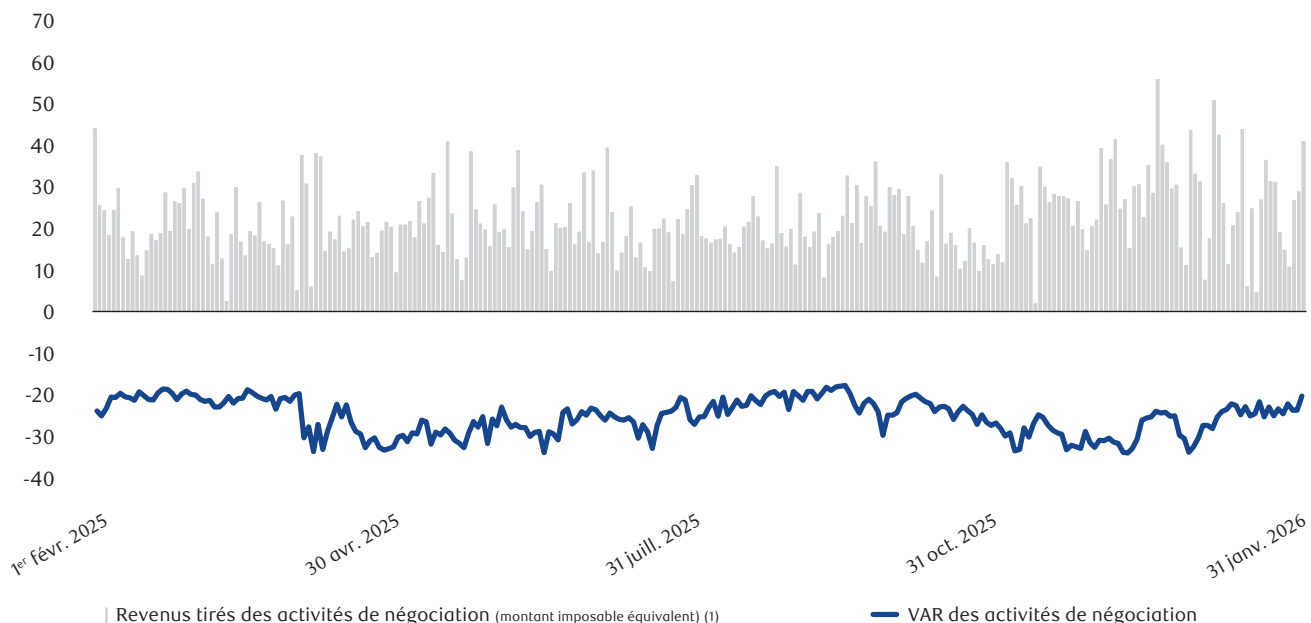
Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 28 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des variations du risque lié à nos portefeuilles de marchandises et de titres à revenu fixe.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 42 millions de dollars, en hausse de 6 millions, ce qui s'explique essentiellement par des variations du risque lié à nos portefeuilles de marchandises, de titres à revenu fixe et de titres de participation.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 janvier 2026 et le 31 octobre 2025.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR des activités de négociation
(en millions de dollars canadiens)



(1) Les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 31 janvier 2026, nous détenons des passifs au titre des contrats d'assurance de 22 milliards de dollars, déduction faite des actifs au titre des contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (22 milliards au 31 octobre 2025).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en présupant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2026						31 octobre 2025		31 janvier 2025	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(2 134)\$	(507)\$	(2 641)\$	153 \$	62 \$	215 \$	(2 648)\$	197 \$	(2 107)\$	503 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 984	(2)	1 982	(244)	(153)	(397)	1 932	(373)	1 644	(589)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2025, les risques liés à la valeur économique des capitaux propres et au revenu net d'intérêt pour les devises autres que le dollar canadien et le dollar américain sont présentés dans la catégorie Incidence – dollar américain et autres. Auparavant, l'incidence des autres devises était présentée dans la catégorie Incidence – dollar canadien.

Au 31 janvier 2026, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 397 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse comparativement à 373 millions au trimestre précédent. Au 31 janvier 2026, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 641 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en baisse comparativement à 2 648 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres est demeurée relativement stable, tandis que la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt reflète une hausse des dépôts à faible coût. Au cours du premier trimestre de 2026, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 janvier 2026			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
(en millions de dollars canadiens)		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	46 226 \$	– \$	46 226 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	53 073	–	53 073	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	229 840	198 098	31 742	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	359 126	–	359 126	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	279 800	229 322	50 478	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	655 434	14	655 420	Taux d'intérêt
Prêts de gros	406 848	5 220	401 628	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 401)	–	(7 401)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	170 830	165 880	4 950	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	140 478	67 133	73 345	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	8 139			
Total de l'actif	2 342 393 \$	665 667 \$	1 668 587 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 542 216 \$	74 176 \$	1 468 040 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 809	47 134	675	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	288 016	253 515	34 501	Taux d'intérêt
Dérivés	170 731	168 184	2 547	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	117 460	56 804	60 656	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	11 875	–	11 875	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	24 428			
Total du passif	2 202 535 \$	599 813 \$	1 578 294 \$	
Total des capitaux propres	139 858			
Total du passif et des capitaux propres	2 342 393 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des actifs liés à l'assurance.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des passifs au titre des contrats d'assurance.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	37 024 \$	– \$	37 024 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	50 364	6	50 358	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	219 067	188 249	30 818	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	342 721	–	342 721	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 683	251 147	58 536	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	652 344	2	652 342	Taux d'intérêt
Prêts de gros	397 171	3 271	393 900	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 093)	–	(7 093)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	177 206	171 721	5 485	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	138 647	62 521	76 126	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	7 872			
Total de l'actif	2 325 006 \$	676 917 \$	1 640 217 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 515 616 \$	74 278 \$	1 441 338 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 891	49 428	463	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	289 516	252 956	36 560	Taux d'intérêt
Dérivés	183 953	180 047	3 906	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	108 398	49 489	58 909	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	13 961	–	13 961	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	24 520			
Total du passif	2 185 855 \$	606 198 \$	1 555 137 \$	
Total des capitaux propres	139 151			
Total du passif et des capitaux propres	2 325 006 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des actifs liés à l'assurance.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des passifs au titre des contrats d'assurance.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement qui sont appropriées à l'exécution de notre stratégie et qui permettent de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos cadres et politiques internes que ceux décrits dans notre rapport annuel 2025.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est uniquement constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros pourrait constituer une autre source de liquidités, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 31 janvier 2026				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	99 299 \$	– \$	99 299 \$	2 995 \$	96 304 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	437 696	346 687	784 383	448 779	335 604
Autres titres	178 370	183 087	361 457	209 706	151 751
Autres actifs liquides (2)	55 813	–	55 813	44 989	10 824
Total des actifs liquides	771 178 \$	529 774 \$	1 300 952 \$	706 469 \$	594 483 \$

	Au 31 octobre 2025				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	87 388 \$	– \$	87 388 \$	3 195 \$	84 193 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	436 725	352 312	789 037	434 060	354 977
Autres titres	179 279	156 840	336 119	207 703	128 416
Autres actifs liquides (2)	50 082	–	50 082	40 974	9 108
Total des actifs liquides	753 474 \$	509 152 \$	1 262 626 \$	685 932 \$	576 694 \$

	Aux	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	285 939 \$	279 012 \$
Succursales à l'étranger	80 597	77 977
Filiales	227 947	219 705
Total des actifs liquides non grevés	594 483 \$	576 694 \$

(1) Inclut les titres négociables émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés comprend les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La Trésorerie générale a également une incidence sur la réserve de liquidités en raison des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce qui pourrait entraîner des différences temporelles entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement du financement aux activités.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 18 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement d'une augmentation de la trésorerie et des dépôts auprès de banques qui reflète la croissance des dépôts et du financement.

Charges grevant les actifs

Les tableaux suivants présentent un aperçu des actifs figurant au bilan et des actifs hors bilan, et indiquent ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Au 31 janvier 2026, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 25 % du total de l'actif (24 % au 31 octobre 2025).

	Au 31 janvier 2026						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	99 299 \$	– \$	99 299 \$	– \$	2 995 \$	96 304 \$	– \$
Titres (4)	601 113	599 881	1 200 994	703 854	33 543	459 348	4 249
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	53 008	–	53 008	25 638	–	27 370	–
Prêts hypothécaires	442 676	–	442 676	70 484	–	37 260	334 932
Autres prêts	559 197	–	559 197	5 089	–	26 443	527 665
Dérivés	170 830	–	170 830	–	–	–	170 830
Autres (5)	148 617	–	148 617	44 989	–	10 824	92 804
Total	2 074 740 \$	599 881 \$	2 674 621 \$	850 054 \$	36 538 \$	657 549 \$	1 130 480 \$

	Au 31 octobre 2025						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	87 388 \$	– \$	87 388 \$	– \$	3 195 \$	84 193 \$	– \$
Titres (4)	575 466	573 672	1 149 138	670 404	33 437	441 458	3 839
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	54 607	–	54 607	26 714	–	27 893	–
Prêts hypothécaires	438 012	–	438 012	64 928	–	41 010	332 074
Autres prêts	549 803	–	549 803	5 244	–	26 496	518 063
Dérivés	177 206	–	177 206	–	–	–	177 206
Autres (5)	146 519	–	146 519	40 974	–	9 108	96 437
Total	2 029 001 \$	573 672 \$	2 602 673 \$	808 264 \$	36 632 \$	630 158 \$	1 127 619 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY).

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 34 milliards de dollars (33 milliards au 31 octobre 2025) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie comprend les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 27 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une hausse des titres et d'une augmentation de la trésorerie et des dépôts auprès de banques.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Le financement de base, qui inclut les fonds propres, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, ainsi qu'une portion stable de nos dépôts commerciaux et dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et secteurs d'investissement, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2026, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 1 001 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (1 009 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2025). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2026, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 129 milliards de dollars (127 milliards au 31 octobre 2025).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter aux tableaux de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Chaque programme d'emprunt à long terme permet des émissions dans plusieurs devises. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

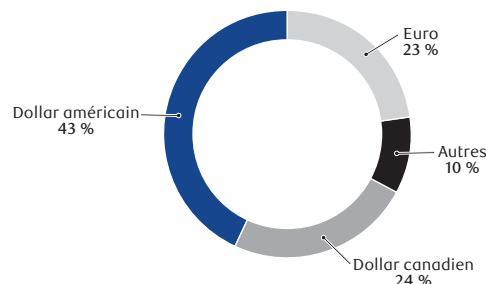
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères).

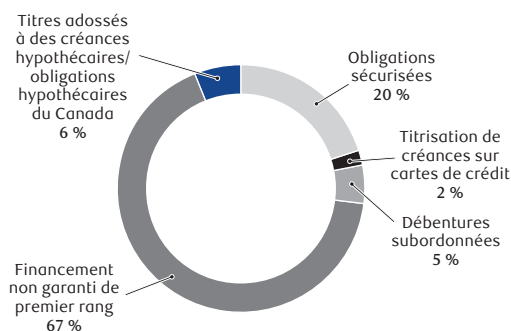
Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 314 \$	177 \$	396 \$	1 043 \$	5 930 \$	– \$	– \$	5 930 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	11 911	27 356	33 477	53 519	126 263	–	–	126 263
Papier commercial adossé à des actifs (4)	4 500	6 645	6 173	1 704	19 022	–	–	19 022
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	1 493	6 738	17 139	22 443	47 813	29 973	57 407	135 193
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	3 269	4 351	1 842	4 928	14 390	1 982	13 329	29 701
Titrisation de prêts hypothécaires	–	200	542	1 374	2 116	2 125	12 120	16 361
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	3 227	5 150	15 773	24 150	13 679	18 519	56 348
Passif subordonné	–	–	–	–	–	–	11 871	11 871
Autres (8)	102	3 104	4 259	116	7 581	240	23 112	30 933
Total	25 589 \$	51 798 \$	68 978 \$	100 900 \$	247 265 \$	47 999 \$	136 358 \$	431 622 \$
Comprend :								
– Financement garanti	4 572 \$	13 136 \$	16 086 \$	18 851 \$	52 645 \$	15 804 \$	35 751 \$	104 200 \$
– Financement non garanti	21 017	38 662	52 892	82 049	194 620	32 195	100 607	327 422

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	3 255 \$	311 \$	243 \$	1 014 \$	4 823 \$	– \$	– \$	4 823 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	15 877	20 614	38 985	38 595	114 071	–	–	114 071
Papier commercial adossé à des actifs (4)	4 989	5 324	8 027	1 680	20 020	–	–	20 020
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	2 412	4 858	8 257	22 164	37 691	29 161	63 988	130 840
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	5 050	1 841	2 581	2 986	12 458	3 243	13 430	29 131
Titrisation de prêts hypothécaires	–	509	200	1 202	1 911	2 479	12 249	16 639
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	3 257	3 233	13 136	19 626	20 277	20 010	59 913
Passif subordonné	–	2 103	–	–	2 103	–	11 838	13 941
Autres (8)	11	60	2 876	90	3 037	256	23 181	26 474
Total	31 594 \$	38 877 \$	64 402 \$	80 867 \$	215 740 \$	55 416 \$	144 696 \$	415 852 \$
Comprend :								
– Financement garanti	4 989 \$	9 106 \$	14 264 \$	16 018 \$	44 377 \$	22 756 \$	36 883 \$	104 016 \$
– Financement non garanti	26 605	29 771	50 138	64 849	171 363	32 660	107 813	311 836

(1) Ne tient pas compte des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 112 millions de dollars (4 581 millions au 31 octobre 2025), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 18 259 millions (18 851 millions au 31 octobre 2025), des avances d'une FHLB (garanties) de 7 357 millions (2 804 millions au 31 octobre 2025) et des certificats de placement garanti de gros de 205 millions (238 millions au 31 octobre 2025).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations (1)

	Au 25 février 2026			
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang existante (2)	Dette à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's [‡] (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's [‡] (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings [‡] (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS [‡] (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 9 octobre 2025, Moody's a annoncé avoir réalisé un examen périodique de nos notations, à la suite duquel aucun changement n'a été apporté à nos notations.
- (5) Le 10 décembre 2025, Standard & Poor's a réalisé un examen annuel de nos notations, à la suite duquel aucun changement n'a été apporté à nos notations.
- (6) Le 3 juin 2025, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 9 mai 2025, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 janvier 2026			31 octobre 2025		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	294 \$	109 \$	209 \$	275 \$	137 \$	209 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	45	19	508	41	55	188

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le ratio de liquidité à court terme est calculé selon le modèle de déclaration prescrit par le BSIF et est présenté comme étant la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle de déclaration commun du ratio de liquidité à court terme (1)

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		468 324 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :		
<i>Dépôts stables (3)</i>	417 179 \$	41 057 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	136 532	4 096
<i>Dépôts moins stables</i>	280 647	36 961
Financement de gros non garanti, dont :		
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)</i>	545 036	259 217
<i>Dépôts non opérationnels</i>	191 339	45 181
<i>Dettes non garanties</i>	331 915	192 254
	21 782	21 782
Financement de gros garanti		63 037
Exigences supplémentaires, dont :	461 680	99 910
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	96 595	28 691
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	11 395	11 395
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	353 690	59 824
Autres obligations de financement contractuelles (5)	25 696	25 696
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	979 820	17 335
Total des sorties de trésorerie		506 252 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	426 068 \$	81 191 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	24 128	10 517
Autres entrées de trésorerie	36 967	36 967
Total des entrées de trésorerie		128 675 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		468 324 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		377 577
Ratio de liquidité à court terme		124 %

le 31 octobre 2025

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		458 576 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		361 519
Ratio de liquidité à court terme		127 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 correspond à une moyenne de 61 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres de créance dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 86 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales, des entités supranationales ou des entités non financières.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie nettes pour les dépôts à terme et à vue sont calculées selon les facteurs de retrait prescrits et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Ces éléments sont contrebalancés par les entrées découlant de prêts productifs, les activités de prêt de titres et d'autres actifs qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise, et un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2026 s'est établie à 124 %, ce qui représente un excédent d'environ 91 milliards de dollars, comparativement à 127 % et à un excédent d'environ 97 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen a diminué par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la progression des titres et des prêts, qui a été partiellement contrebalancée par une augmentation des dépôts et du financement.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable sur l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration commun du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 janvier 2026				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	141 048 \$	– \$	– \$	12 183 \$	153 231 \$
Fonds propres réglementaires	141 048	–	–	12 183	153 231
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	351 089	122 678	56 068	67 789	546 157
Dépôts stables (3)	107 149	53 273	27 123	30 189	208 357
Dépôts moins stables	243 940	69 405	28 945	37 600	337 800
Financement de gros :	383 784	496 607	125 887	156 017	436 695
Dépôts opérationnels (4)	198 792	–	–	–	99 396
Autres financements de gros	184 992	496 607	125 887	156 017	337 299
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	1 318	2 380	21 210	–
Autres passifs :	56 559	–	324 580	–	22 392
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	53 662	–	–
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	56 559	248 259	532	22 127	22 392
Total du financement stable disponible					1 158 475 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					48 553 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	2 410	–	–	1 205
Prêts et titres productifs :	317 061	297 083	137 300	559 508	837 928
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	157	82 263	13 777	38	12 100
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	10 987	94 251	31 146	33 889	72 587
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	208 418	57 829	38 528	181 234	376 345
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	–	–	17 372	11 292
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :	40 934	58 611	52 237	318 243	303 966
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	36 091	58 557	52 193	303 633	287 382
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en bourse	56 565	4 129	1 612	26 104	72 930
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	1 318	2 380	21 210	–
Autres actifs :	10 824	–	459 013	–	119 204
Produits de base physiques, y compris l'or	10 824	–	–	–	9 200
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	29 969	–	25 473
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	54 066	–	404
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	–	99 692	–	4 985
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	198 035	45	77 206	79 142
Éléments hors bilan			1 017 759		38 936
Total du financement stable exigé					1 045 826 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					111 %

Au 31 octobre 2025

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Valeur pondérée
Total du financement stable disponible	1 162 701 \$
Total du financement stable exigé	1 035 994
Ratio de liquidité à long terme (%)	112 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts commerciaux de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Au 31 janvier 2026, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 111 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 113 milliards de dollars, comparativement à 112 % et à un excédent d'environ 127 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a diminué par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des prêts.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur) et le profil des échéances des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance détenus à leur valeur comptable en fonction du calendrier estimatif de règlement des montants, à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation des risques et rapport interne sur la liquidité qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	96 558 \$	21 \$	– \$	– \$	6 \$	– \$	– \$	– \$	2 714 \$	99 299 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	99 547	2 274	2 176	824	179	156	543	14 244	109 897	229 840
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	8 899	10 837	9 940	17 590	15 409	95 263	86 640	112 926	1 622	359 126
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	116 584	65 919	38 030	21 421	19 828	39	29	–	17 950	279 800
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	25 520	33 942	60 705	53 835	51 832	288 391	321 519	86 933	132 204	1 054 881
Autres										
Dérivés	16 097	26 170	14 243	9 280	12 775	18 151	34 356	39 758	–	170 830
Autres actifs financiers	61 657	5 778	2 576	1 213	515	450	215	4 689	5 231	82 324
Total des actifs financiers	424 862	144 941	127 670	104 163	100 544	402 450	443 302	258 550	269 618	2 276 100
Autres actifs non financiers	746	604	3 011	629	569	2 466	4 423	6 264	47 581	66 293
Total de l'actif	425 608 \$	145 545 \$	130 681 \$	104 792 \$	101 113 \$	404 916 \$	447 725 \$	264 814 \$	317 199 \$	2 342 393 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	140 049 \$	89 355 \$	99 460 \$	78 214 \$	93 217 \$	60 610 \$	87 557 \$	57 276 \$	732 068 \$	1 437 806 \$
Emprunts garantis	4 777	7 784	8 294	4 575	2 120	4 018	11 871	10 867	–	54 306
Obligations sécurisées	–	3 222	5 145	6 374	7 130	13 493	12 296	2 444	–	50 104
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 869	648	2 576	1 552	1 794	370	–	–	–	47 809
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	125 697	72 421	49 478	14 198	3 540	2 326	–	–	20 356	288 016
Dérivés	18 120	25 921	13 371	10 447	12 537	19 798	32 218	38 319	–	170 731
Autres passifs financiers	54 222	5 755	6 605	1 495	1 426	806	1 727	21 192	2 788	96 016
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	11 875	–	11 875
Total des passifs financiers	383 734	205 106	184 929	116 855	121 764	101 421	145 669	141 973	755 212	2 156 663
Autres passifs non financiers	1 627	1 200	281	205	3 107	1 825	1 789	23 676	12 162	45 872
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	139 858	139 858
Total du passif et des capitaux propres	385 361 \$	206 306 \$	185 210 \$	117 060 \$	124 871 \$	103 246 \$	147 458 \$	165 649 \$	907 232 \$	2 342 393 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 172 \$	3 179 \$	4 307 \$	4 224 \$	6 010 \$	1 933 \$	5 897 \$	2 848 \$	55 \$	29 625 \$
Engagements de crédit	3 856	12 200	17 012	16 370	24 091	71 210	242 298	30 188	5 503	422 728
Autres engagements liés au crédit	87 609	1 675	3 481	2 736	2 805	808	701	248	85 671	185 734
Autres engagements	5	8	13	14	14	52	139	168	988	1 401
Total des éléments hors bilan	92 642 \$	17 062 \$	24 813 \$	23 344 \$	32 920 \$	74 003 \$	249 035 \$	33 452 \$	92 217 \$	639 488 \$

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	84 814 \$	17 \$	– \$	– \$	6 \$	– \$	– \$	– \$	2 551 \$	87 388 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	100 479	905	1 362	1 395	849	220	455	14 329	99 073	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	4 740	8 258	17 570	12 021	20 806	82 377	85 610	109 883	1 456	342 721
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	138 208	57 226	45 999	20 873	22 499	51	–	–	24 827	309 683
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	22 203	34 947	49 746	66 956	55 741	297 199	302 691	83 739	129 200	1 042 422
Autres										
Dérivés	13 116	26 962	15 562	10 433	7 553	19 937	36 149	47 494	–	177 206
Autres actifs financiers	52 621	5 568	2 636	769	766	452	148	4 582	5 327	72 869
Total des actifs financiers	416 181	133 883	132 875	112 447	108 220	400 236	425 053	260 027	262 434	2 251 356
Autres actifs non financiers	4 137	2 055	2 568	364	1 436	2 661	4 479	6 413	49 537	73 650
Total de l'actif	420 318 \$	135 938 \$	135 443 \$	112 811 \$	109 656 \$	402 897 \$	429 532 \$	266 440 \$	311 971 \$	2 325 006 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	106 190 \$	80 883 \$	105 974 \$	83 764 \$	71 428 \$	61 413 \$	91 338 \$	54 701 \$	750 271 \$	1 405 962 \$
Emprunts garantis	5 217	7 526	9 546	2 938	2 949	6 814	12 108	9 099	–	56 197
Obligations sécurisées	–	3 259	3 214	5 088	6 416	19 323	11 929	4 228	–	53 457
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	43 223	1 234	834	2 593	1 357	650	–	–	–	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	166 329	71 225	16 610	6 446	4 214	1 672	–	–	23 020	289 516
Dérivés	13 292	28 955	17 532	11 248	8 664	20 821	36 809	46 632	–	183 953
Autres passifs financiers	46 292	3 296	5 329	1 406	1 449	929	2 105	21 337	2 418	84 561
Débiteures subordonnées	–	2 091	–	–	–	–	–	11 870	–	13 961
Total des passifs financiers	380 543	198 469	159 039	113 483	96 477	111 622	154 289	147 867	775 709	2 137 498
Autres passifs non financiers	1 426	6 513	435	239	223	2 261	1 860	23 506	11 894	48 357
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	139 151	139 151
Total du passif et des capitaux propres	381 969 \$	204 982 \$	159 474 \$	113 722 \$	96 700 \$	113 883 \$	156 149 \$	171 373 \$	926 754 \$	2 325 006 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 125 \$	2 829 \$	4 578 \$	4 545 \$	4 543 \$	2 562 \$	6 055 \$	2 662 \$	29 \$	28 928 \$
Engagements de crédit	5 744	10 299	17 664	18 365	22 554	70 723	239 678	30 846	4 050	419 923
Autres engagements liés au crédit	82 651	1 751	2 287	3 360	2 673	880	715	125	86 828	181 270
Autres engagements	6	10	17	17	18	63	162	213	687	1 193
Total des éléments hors bilan	89 526 \$	14 889 \$	24 546 \$	26 287 \$	29 788 \$	74 228 \$	246 610 \$	33 846 \$	91 594 \$	631 314 \$

- (1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2025. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin de respecter ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2025, rubrique mise à jour ci-dessous.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée selon les exigences du BSIF.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'a confirmé le BSIF le 18 décembre 2025.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2025.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 janvier 2026 ⁽⁴⁾	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 janvier 2026
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ^{(1), (2)}			
CET1	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	3,5 %	11,6 %	13,7 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	3,5 %	13,1 %	15,2 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	3,5 %	15,1 %	16,8 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,4 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	3,5 %	25,1 %	30,9 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	9,0 %

(1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.

(2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,07 % au 31 janvier 2026 (0,06 % au 31 octobre 2025 et 0,09 % au 31 janvier 2025).

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.

(4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 31 janvier 2026, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.

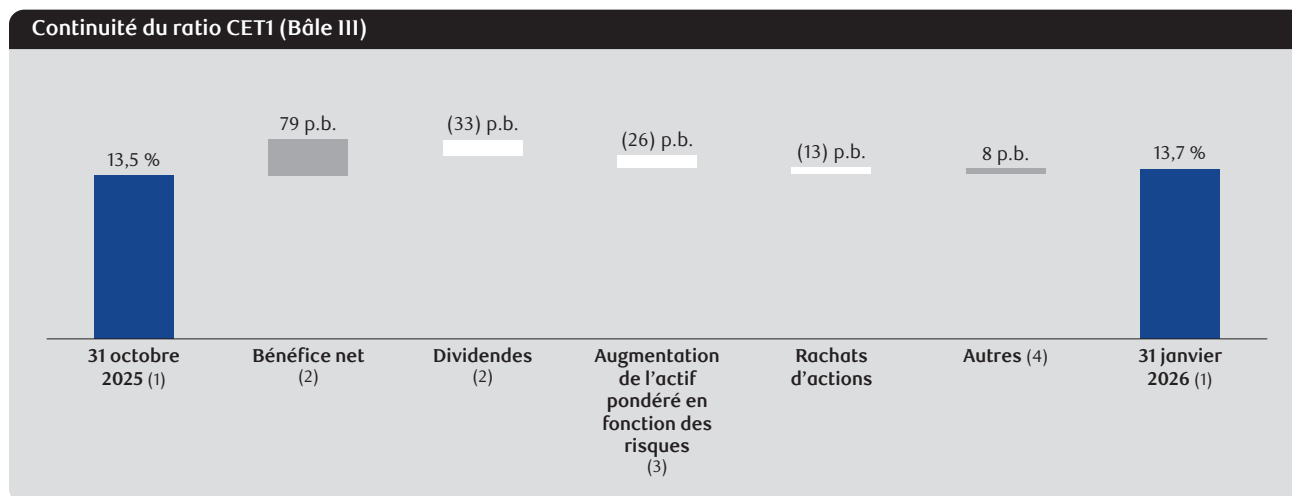
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	100 415 \$	98 748 \$	93 321 \$
Fonds propres de première catégorie	111 549	110 393	103 718
Total des fonds propres	123 732	122 399	115 914
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	593 247 \$	590 306 \$	579 866 \$
Risque de marché	40 498	41 506	36 530
Risque opérationnel	100 948	98 413	92 545
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	734 693 \$	730 225 \$	708 941 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,7 %	13,5 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,2 %	15,1 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	16,8 %	16,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 516 801 \$	2 491 090 \$	2 367 402 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	227 152 \$	230 385 \$	211 585 \$
Ratio TLAC	30,9 %	31,5 %	29,8 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	9,2 %	8,9 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Premier trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 3,4 milliards de dollars, ou 46 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
- (3) Exclut l'incidence des éléments dans Autres.
- (4) Inclut les mises à jour réglementaires et les actualisations des modèles (5 p.b.), l'ajustement de la juste valeur des autres éléments du résultat global (5 p.b.), l'incidence du change et les autres variations.

Notre ratio CET1 s'est chiffré à 13,7 %, en hausse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète le montant net des capitaux autogénérés, les mises à jour réglementaires et les actualisations des modèles, ainsi que l'incidence favorable de l'ajustement de la juste valeur des autres éléments du résultat global, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques attribuable à l'expansion des activités et par les rachats d'actions.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 4 milliards de dollars, principalement du fait de l'expansion des activités et de la variation nette de notation, en partie neutralisées par l'incidence du change, ainsi que des mises à jour réglementaires et des actualisations des modèles. L'expansion des activités découle principalement de la progression des prêts de gros et des prêts aux particuliers, des risques opérationnels liés à l'augmentation des revenus et des activités de négociation. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie de 15,2 % a augmenté de 10 p.b., du fait essentiellement des facteurs énoncés en ce qui a trait au ratio CET1, en partie neutralisés par le rachat net d'instruments de fonds propres de première catégorie supplémentaires.

Notre ratio du total des fonds propres de 16,8 % est demeuré stable, en raison principalement des facteurs énoncés en ce qui a trait au ratio de fonds propres de première catégorie.

Notre ratio de levier de 4,4 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, reflétant le montant net des capitaux autogénérés, qui a été contrebalancé par la progression des positions de levier, les rachats d'actions et le rachat net d'instruments de fonds propres de première catégorie supplémentaires.

Le total des positions de levier a augmenté de 26 milliards de dollars en raison principalement de l'expansion des activités, partiellement contrebalancée par l'incidence du change. L'expansion des activités reflète essentiellement l'accroissement des titres, des prêts, des montants à recevoir de banques et des engagements inutilisés, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des transactions de mise en pension de titres.

Notre ratio TLAC s'est établi à 30,9 %, en baisse de 60 p.b., ce qui rend compte de l'incidence défavorable d'une diminution nette des instruments de TLAC externe admissibles, ainsi que des facteurs mentionnés précédemment en ce qui a trait au ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC s'est chiffré à 9,0 %, en baisse de 20 p.b., ce qui reflète l'incidence défavorable d'une diminution nette des instruments de TLAC externe admissibles ainsi que les facteurs énoncés précédemment en ce qui concerne le ratio de levier.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026		
	Date de la transaction	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		404	44 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (2)		(4 225)	(63)
Rachat d'actions privilégiées, série BF (2), (3)	24 novembre 2025	(12 000)	(300)
Rachat d'actions privilégiées, série BH (2), (3)	8 décembre 2025	(6 000)	(150)
Rachat d'actions privilégiées, série BI (2), (3)	8 décembre 2025	(6 000)	(150)
Rachat de billets LRCN, série 2 (2), (3), (4)	24 janvier 2026	(1 250)	(1 250)
Émission de billets LRCN, série 8 (2), (3), (4)	30 janvier 2026	1 000	1 361
Fonds propres de deuxième catégorie			
Débiteures subordonnées échéant le 27 janvier 2026 (2), (3)	27 janvier 2026	(1 500)	(2 035)

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(4) En ce qui concerne chacune des séries de billets de capital à recours limité (billets LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2025, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2025 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2026, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 11 396 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 2 358 millions de dollars.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026, quelque 4 225 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 960 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 8 décembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BH émises et en circulation et la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BI émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 24 janvier 2026, nous avons racheté la totalité de nos 1,25 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR) émises et en circulation au prix de 1 000 \$ l'action. À la suite du rachat de la série BR, nous avons automatiquement racheté, à la même date, la totalité des 1 250 millions de dollars de nos billets LRCN de série 2 à 4,00 % relatifs aux FPUNV en circulation, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 27 janvier 2026, la totalité des 1 500 millions de dollars américains de débentures subordonnées relatives aux FPUNV à 4,65 % en cours sont arrivées à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été remboursé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Le 30 janvier 2026, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 8, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 8 portent intérêt au taux fixe de 6,50 % par année jusqu'au 24 mai 2033. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 8 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,45 % jusqu'à leur échéance, le 24 mai 2086.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2026		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 396 814	20 844 \$	1,64 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(39)	(8)	
Actions ordinaires en circulation	1 396 775	20 836 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	7 845		
Exercçables	4 134		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,37
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5)	750	750	7,41 %
À dividende non cumulatif, série BW (3), (4), (5)	600	600	6,70 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets LRCN de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Billets LRCN de série 4 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 370	7,50 %
Billets LRCN de série 5 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 396	6,35 %
Billets LRCN de série 6 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 708	6,75 %
Billets LRCN de série 7 (3), (4), (6), (7)	1 350	1 869	6,50 %
Billets LRCN de série 8 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 361	6,50 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	22 700	11 154	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(284)	(23)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	22 416	11 131 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		2 292 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		141	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne chacune des séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 3, 4, 5, 6, 7 et 8, nous avons émis un certain nombre d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BS, BV, BX, BY, BZ et CA, respectivement, en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie. Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés et à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 20 février 2026, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 396 609 840, incluant une position vendeur nette de 81 626 actions propres, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 831 036.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de série 3, 4, 5, 6, 7 et 8 et les débentures subordonnées échéant le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034, le 8 août 2034, le 4 février 2035, le 3 juillet 2035 et le 17 juillet 2035, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 janvier 2026, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré en fonction du volume sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 5,8 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 80,5 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2026.

Banques d'importance systémique mondiale selon 13 indicateurs d'évaluation (1)

Le CBCB et le CSF se servent de 13 indicateurs dans le cadre de la méthodologie d'évaluation servant à déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Tel qu'il a été mentionné plus haut, nous avons été désignés en tant que banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 13 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2025	31 octobre 2024
Activité transfrontalière (2)		
Créances transfrontalières	1 304 223 \$	1 023 919 \$
Passifs transfrontaliers	1 010 300	794 662
Taille		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III (3)	2 535 597	2 387 168
Interdépendance (4)		
Actifs dans le système financier	249 011	198 763
Passifs dans le système financier	170 957	160 819
Titres en circulation	689 979	579 357
Substituabilité/infrastructure financière (5)		
Activité de paiement	58 218 018	48 863 795
Actifs sous garde	5 086 121	4 482 490
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	312 297	288 311
Volume de transactions		
Titres à revenu fixe	10 790 746	9 494 080
Titres de participation et autres titres	8 177 048	6 856 367
Complexité (6)		
Capital nominal des dérivés de gré à gré	40 446 167	34 254 579
Titres détenus à des fins de négociation et titres de placement	103 615	94 511
Actifs de niveau 3	5 380	5 404

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2018 et sont présentés conformément au préavis du BSIF intitulé Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales RBC Assurances, sauf indication contraire dans la méthodologie d'évaluation. Pour obtenir nos informations indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2025, se reporter à la section Information réglementaire à l'adresse rbc.com/investisseurs.

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des positions de levier selon la méthodologie des banques d'importance systémique mondiale du CBCB, qui diffère légèrement des règles concernant les positions de levier prescrites par le BSIF.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

2025 par rapport à 2024

Au cours de 2025, le capital nominal des dérivés de gré à gré a augmenté, principalement sous l'effet de l'intensification des activités de négociation pour les contrats de taux d'intérêt et les contrats de change. Les actifs sous garde ont augmenté principalement en raison de l'appréciation des marchés. Le total des positions de levier selon la méthodologie des banques d'importance systémique mondiale a augmenté de 148 milliards de dollars en raison de la progression des titres, des prêts et des engagements inutilisés, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des transactions de mise en pension de titres et les montants à recevoir de banques. Les autres différences résultent essentiellement des activités commerciales normales.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos méthodes comptables significatives sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2026, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2026.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Glossaire

Résultats ajustés

Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- *Taux d'imposition effectif ajusté* – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice avant impôt ajusté* – bénéfice avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Impôt sur le résultat ajusté* – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice net ajusté* – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires* – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Frais autres que d'intérêt ajustés* – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Fonds propres attribués

Les fonds propres attribués à nos secteurs d'exploitation reposent sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que l'assurance, pour lequel nous attribuons les fonds propres uniquement en fonction du capital économique.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat qui présente les caractéristiques suivantes : a) sa valeur fluctue en fonction de la variation d'un facteur sous-jacent (p. ex., le prix d'un instrument financier, d'un indice boursier ou d'un taux financier); b) il ne requiert aucun investissement net initial ou d'investissement net initial inférieur à celui des contrats réagissant de façon similaire aux variations des facteurs du marché et c) il est réglé à une date ultérieure. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficacité ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité du crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux produits (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux produits (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus. Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (pertes nettes) sur les instruments financiers et les dérivés liés au secteur Assurances. Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Résultat des activités d'assurance

Calculé comme revenus d'assurance moins les charges des activités d'assurance des contrats d'assurance et les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus. Les revenus d'assurance représentent les revenus comptabilisés au cours de la période pendant laquelle nous fournissons des activités d'assurance pour les groupes de contrats d'assurance. Les charges afférentes aux activités d'assurance représentent les coûts engagés pour fournir des services d'assurance au cours de la période, ce qui comprend les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables, la répartition des coûts d'acquisition, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires. Les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins la répartition des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débetures subordonnées).

Marge nette d'intérêt selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une bourse, assujéti aux divers règlements de la bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnités.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts (ou ratio de la DPPC liée aux prêts)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (ou ratio de la DPPC liée aux prêts douteux)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs (ou ratio de la DPPC liée aux prêts productifs)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts productifs représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investors Service, Inc., Fitch Ratings, Inc., Kroll Bond Rating Agency, Inc. (KBRA) et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains, aux sociétés et aux banques en fonction de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (crédits d'impôt pour les entreprises des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles reçus à compter du 31 décembre 2023, inclusivement) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débiteures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfont à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégories. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Fonds propres non attribués

Les fonds propres non attribués représentent l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à nos secteurs d'exploitation et sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2025, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2026.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	53	153	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		74-79, 150-152	–
	3	Risques connus et risques émergents		79-82	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	42-45	125-133	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		74-79	–
	6	Culture à l'égard du risque		74-79	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		137	–
	8	Simulation de crise		77, 94	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	43	125-133	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		125-133	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		83-88	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		76-77, 83-85	31
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	33	102-103, 109-110	–
	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	34, 37	104, 108	–
Financement	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	41-42	112-113	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	35-36	105-107	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	31-32	99-100	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	28-30	93-100	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		94	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		93-98	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	24-28	83-93, 206-213	21-31, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	66-70	144-149	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		85-87, 139, 173-176	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en bourse		88	32
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		86-87	*
	31	Autres types de risque		115-125	–
	32	Événements publics comportant des risques		121-122, 261-262	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 et l'exercice clos le 31 octobre 2025.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	46 226 \$	37 024 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	53 073	50 364
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	229 840	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	359 126	342 721
	588 966	561 788
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	279 800	309 683
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	655 434	652 344
Prêts de gros	406 848	397 171
	1 062 282	1 049 515
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(7 401)	(7 093)
	1 054 881	1 042 422
Autres		
Dérivés	170 830	177 206
Locaux et matériel	6 723	6 819
Goodwill	19 255	19 405
Autres immobilisations incorporelles	7 343	7 402
Autres actifs	115 296	112 893
	319 447	323 725
Total de l'actif	2 342 393 \$	2 325 006 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	530 313 \$	529 740 \$
Entreprises et gouvernements	949 378	946 314
Banques	62 525	39 562
	1 542 216	1 515 616
Autres		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 809	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	288 016	289 516
Dérivés	170 731	183 953
Passifs au titre des contrats d'assurance	24 499	24 327
Autres passifs	117 389	108 591
	648 444	656 278
Débitures subordonnées (note 9)	11 875	13 961
Total du passif	2 202 535	2 185 855
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 9)	11 131	11 675
Actions ordinaires (note 9)	20 836	20 753
Bénéfices non distribués	99 265	96 938
Autres composantes des capitaux propres	8 569	9 726
	139 801	139 092
Participations ne donnant pas le contrôle	57	59
Total des capitaux propres	139 858	139 151
Total du passif et des capitaux propres	2 342 393 \$	2 325 006 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)		
Prêts	13 910 \$	14 330 \$
Titres	5 374	4 832
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 833	5 924
Dépôts et autres	987	1 369
	26 104	26 455
Charge d'intérêt (note 3)		
Dépôts et autres	10 611	11 816
Autres passifs	6 759	6 526
Déventures subordonnées	149	165
	17 519	18 507
Revenu net d'intérêt	8 585	7 948
Revenus autres que d'intérêt		
Résultat des activités d'assurance (note 7)	240	286
Résultat des placements d'assurance (note 7)	59	82
Revenus tirés des activités de négociation	1 180	1 195
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 924	2 667
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 414	1 236
Commissions de courtage en valeurs mobilières	508	471
Frais bancaires	593	612
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	742	674
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	380	318
Revenus sur cartes	335	317
Commissions de crédit	423	435
Profits nets sur les titres de placement	76	55
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	37	19
Autres	464	424
	9 375	8 791
Total des revenus	17 960	16 739
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	1 090	1 050
Frais autres que d'intérêt		
Ressources humaines (note 8)	6 289	5 987
Matériel	728	681
Frais d'occupation	420	429
Communications	355	327
Honoraires	471	502
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	386	435
Autres	814	895
	9 463	9 256
Bénéfice avant impôt	7 407	6 433
Impôt sur le résultat	1 622	1 302
Bénéfice net	5 785 \$	5 131 \$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	5 784 \$	5 129 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1	2
	5 785 \$	5 131 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	4,03 \$	3,54 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	4,03	3,54
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,64	1,48

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Bénéfice net	5 785 \$	5 131 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	375	184
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	1	(2)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(67)	(61)
	309	121
Écarts de change		
Profits (pertes) de change latents	(2 302)	3 634
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	1 047	(1 671)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(7)	-
	(1 262)	1 963
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(87)	668
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(119)	(159)
	(206)	509
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :		
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 8)	166	38
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(203)	(508)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	24	14
	(13)	(456)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(1 172)	2 137
Total du résultat global	4 613 \$	7 268 \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	4 614 \$	7 261 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	7
	4 613 \$	7 268 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Impôt sur les autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	47 \$	121 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	-	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(15)	(18)
Profits (pertes) de change latents	(20)	19
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	387	(620)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	-	-
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(28)	264
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(45)	(60)
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	64	14
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(74)	(194)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	10	4
Total de la charge (l'économie) d'impôt	326 \$	(470) \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des composantes autres que les capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	11 643 \$	20 863 \$	32 \$	(265) \$	7 613 \$	2 378 \$	9 726 \$	139 092 \$	59 \$	139 151 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 361	44	-	-	-	-	-	1 395	-	1 395
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(63)	-	-	-	-	-	(960)	-	(960)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(1 850)	-	-	-	-	-	-	(1 850)	-	(1 850)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	812	-	-	-	-	2 816	-	2 816
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(867)	-	-	-	-	(2 769)	-	(2 769)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	(72)	-	(72)
Dividendes sur actions ordinaires distribués	-	-	-	(2 292)	-	-	-	(2 292)	-	(2 292)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	(141)	-	-	-	(141)	(1)	(142)
Autres	-	-	-	(32)	-	-	-	(32)	-	(32)
Bénéfice net	-	-	-	5 784	-	-	-	5 784	1	5 785
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	309	(1 260)	(206)	(1 157)	(1 170)	(2)	(1 172)
Solde à la fin de la période	11 154 \$	20 844 \$	(23) \$	44 \$	6 353 \$	2 172 \$	8 569 \$	139 801 \$	57 \$	139 858 \$
(en millions de dollars canadiens)	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(897) \$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	127 192 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 396	22	-	-	-	-	-	1 408	-	1 408
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(29)	-	-	-	-	-	(338)	-	(338)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	510	-	-	-	-	2 104	-	2 104
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(533)	-	-	-	-	(2 149)	-	(2 149)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	13	-	13
Dividendes sur actions ordinaires distribués	-	-	-	(2 092)	-	-	-	(2 092)	-	(2 092)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	(118)	-	-	-	(118)	(14)	(132)
Autres	-	-	-	(11)	-	-	-	(11)	-	(11)
Bénéfice net	-	-	-	5 129	-	-	-	5 129	2	5 131
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(456)	121	509	2 588	2 132	5	2 137
Solde à la fin de la période	10 416 \$	21 006 \$	(12) \$	(776) \$	9 086 \$	2 776 \$	11 086 \$	133 167 \$	96 \$	133 263 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	5 785 \$	5 131 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 090	1 050
Amortissement	322	323
Impôt différé	208	28
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	388	451
(Bénéfice) perte des coentreprises et des entreprises associées	(37)	(19)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(81)	(55)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Passifs au titre des contrats d'assurance	172	1 246
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(903)	(979)
Impôt exigible	2 749	(590)
Actifs dérivés	6 376	(3 074)
Passifs dérivés	(13 222)	(2 173)
Titres détenus à des fins de transaction	(10 773)	(6 116)
Prêts	(12 767)	(25 783)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	29 883	70 352
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(1 500)	(30 729)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(2 082)	10 174
Dépôts	26 600	32 409
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 309	(806)
Autres	4 381	(19 686)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	37 898	31 154
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(2 709)	18 096
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	64 779	57 018
Achat de titres de placement	(88 205)	(90 543)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(597)	(681)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(26 732)	(16 110)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission de débentures subordonnées	–	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	(2 035)	(1 500)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	41	21
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(960)	(338)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	1 351	1 386
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(1 850)	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	2 735	2 104
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(2 769)	(2 149)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(2 297)	(2 101)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(13)	–
Variation des emprunts à court terme des filiales	4 553	–
Remboursement d'obligations locatives	(37)	(154)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 281)	(1 231)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(683)	664
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	9 202	14 477
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	37 024	56 723
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	46 226 \$	71 200 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :		
Intérêts versés	17 497 \$	19 477 \$
Intérêts reçus	24 959	26 047
Dividendes reçus	983	1 063
Impôt sur le résultat payé (remboursé)	(620)	1 242

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 3 milliards de dollars au 31 janvier 2026 (3 milliards au 31 octobre 2025; 2 milliards au 31 janvier 2025; 2 milliards au 31 octobre 2024).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2025 et les notes annexes présentés aux pages 163 à 272 de notre rapport annuel 2025. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 25 février 2026, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Nos méthodes comptables significatives et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes dans les bilans consolidés intermédiaires résumés. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2026							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	43 786 \$	- \$	- \$	9 287 \$	9 287 \$	53 073 \$	53 073 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	223 169	6 671	-	-	-	-	229 840	229 840
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	259 141	1 662	98 323	96 277	359 126	357 080
	223 169	6 671	259 141	1 662	98 323	96 277	588 966	586 920
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	214 448	-	-	-	65 352	65 352	279 800	279 800
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 437	-	436	-	649 542	650 282	651 415	652 155
Prêts de gros	10 625	-	705	-	392 136	391 969	403 466	403 299
	12 062	-	1 141	-	1 041 678	1 042 251	1 054 881	1 055 454
Autres								
Dérivés	170 830	-	-	-	-	-	170 830	170 830
Autres actifs (1)	19 968	-	-	-	62 356	62 356	82 324	82 324
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	1 012 \$	41 394 \$			487 907 \$	488 717 \$	530 313 \$	531 123 \$
Entreprises et gouvernements (2)	393	169 784			779 201	780 716	949 378	950 893
Banques (3)	-	3 401			59 124	59 126	62 525	62 527
	1 405	214 579			1 326 232	1 328 559	1 542 216	1 544 543
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 809	-			-	-	47 809	47 809
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	245 561			42 455	42 455	288 016	288 016
Dérivés	170 731	-			-	-	170 731	170 731
Autres passifs (4)	-	21 567			69 819	69 821	91 386	91 388
Débentures subordonnées	-	218			11 657	11 877	11 875	12 095

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	40 455 \$	- \$	- \$	9 909 \$	9 909 \$	50 364 \$	50 364 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	212 878	6 189	-	-	-	-	219 067	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	240 299	1 496	100 926	98 728	342 721	340 523
	212 878	6 189	240 299	1 496	100 926	98 728	561 788	559 590
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	226 213	-	-	-	83 470	83 470	309 683	309 683
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 128	-	442	-	646 832	648 413	648 402	649 983
Prêts de gros	9 724	-	690	-	383 606	382 551	394 020	392 965
	10 852	-	1 132	-	1 030 438	1 030 964	1 042 422	1 042 948
Autres								
Dérivés	177 206	-	-	-	-	-	177 206	177 206
Autres actifs (1)	14 382	-	-	-	58 487	58 487	72 869	72 869
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	942 \$	41 302 \$			487 496 \$	488 644 \$	529 740 \$	530 888 \$
Entreprises et gouvernements (2)	313	168 690			777 311	779 130	946 314	948 133
Banques (3)	-	2 908			36 654	36 657	39 562	39 565
	1 255	212 900			1 301 461	1 304 431	1 515 616	1 518 586
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 891	-			-	-	49 891	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	242 916			46 600	46 600	289 516	289 516
Dérivés	183 953	-			-	-	183 953	183 953
Autres passifs (4)	-	21 688			58 287	58 293	79 975	79 981
Débitures subordonnées	-	232			13 729	13 887	13 961	14 119

(1) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2026					31 octobre 2025				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	43 786 \$	– \$		\$ 43 786 \$	– \$	40 455 \$	– \$		\$ 40 455 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien										
Gouvernement fédéral	11 064	1 618	–		12 682	17 707	2 864	–		20 571
Provinces et municipalités	–	18 315	–		18 315	–	16 891	–		16 891
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	1 078	42 058	–		43 136	435	40 322	–		40 757
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	8 791	7 880	–		16 671	7 152	7 265	–		14 417
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	79	–		79	–	74	–		74
Titres adossés à des actifs	–	1 667	–		1 667	–	1 295	–		1 295
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	27 363	30		27 393	–	25 957	32		25 989
Titres de participation	103 702	3 365	2 830		109 897	93 397	2 813	2 863		99 073
	124 635	102 345	2 860		229 840	118 691	97 481	2 895		219 067
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien										
Gouvernement fédéral	30 036	11 865	–		41 901	30 110	9 756	–		39 866
Provinces et municipalités	–	13 504	–		13 504	–	11 318	–		11 318
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	327	141 034	–		141 361	196	130 495	–		130 691
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 283	9 563	–		16 846	1 600	10 333	–		11 933
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	2 542	30		2 572	–	2 645	29		2 674
Titres adossés à des actifs	–	9 639	–		9 639	–	10 139	–		10 139
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	33 191	127		33 318	–	33 544	134		33 678
Titres de participation	582	502	578		1 662	547	367	582		1 496
	38 228	221 840	735		260 803	32 453	208 597	745		241 795
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	214 448	–		214 448	–	226 213	–		226 213
Prêts	–	11 846	1 357		13 203	–	10 710	1 274		11 984
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	25 512	229		25 741	–	25 871	293		26 164
Contrats de change	–	92 302	6		92 308	–	100 604	102		100 706
Dérivés de crédit	–	342	1		343	–	350	2		352
Autres contrats	4 186	51 126	152		55 464	11 478	41 543	110		53 131
Ajustements d'évaluation	–	(1 135)	(56)		(1 191)	–	(1 035)	(45)		(1 080)
Total des dérivés, montant brut	4 186	168 147	332		172 665	11 478	167 333	462		179 273
Ajustements de compensation	–	–	–		(1 835)	–	–	–		(2 067)
Total des dérivés	–	–	–		–	–	–	–		–
Autres actifs	6 207	13 758	3		19 968	6 108	8 270	4		14 382
	173 256 \$	776 170 \$	5 287 \$		(1 835) \$	168 730 \$	759 059 \$	5 380 \$		(2 067) \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	42 217 \$	189 \$		\$ 42 406 \$	– \$	41 943 \$	301 \$		\$ 42 244 \$
Entreprises et gouvernements	–	170 177	–		170 177	–	169 003	–		169 003
Banques	–	3 401	–		3 401	–	2 908	–		2 908
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 550	33 259	–		47 809	18 678	31 213	–		49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	245 561	–		245 561	–	242 916	–		242 916
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	21 293	886		22 179	–	20 679	901		21 580
Contrats de change	–	85 344	50		85 394	–	95 045	46		95 091
Dérivés de crédit	–	255	–		255	–	262	–		262
Autres contrats	4 465	60 222	386		65 073	12 657	56 287	366		69 310
Ajustements d'évaluation	–	(322)	(13)		(335)	–	(257)	34		(223)
Total des dérivés, montant brut	4 465	166 792	1 309		172 566	12 657	172 016	1 347		186 020
Ajustements de compensation	–	–	–		(1 835)	–	–	–		(2 067)
Total des dérivés	–	–	–		–	–	–	–		–
Autres passifs	–	21 567	–		21 567	–	21 688	–		21 688
Débiteures subordonnées	–	218	–		218	–	232	–		232
	19 015 \$	683 192 \$	1 498 \$		(1 835) \$	31 335 \$	681 919 \$	1 648 \$		(2 067) \$

(1) États-Unis.

(2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2026, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32 \$	(1)\$	(1)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	30 \$	(1)\$
Titres de participation	2 863	(7)	(45)	114	(95)	–	–	2 830	23
	2 895	(8)	(46)	114	(95)	–	–	2 860	22
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	1	–	–	–	–	30	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	134	1	(4)	–	(4)	–	–	127	1
Titres de participation	582	–	(2)	–	(2)	–	–	578	–
	745	1	(5)	–	(6)	–	–	735	1
Prêts	1 274	(50)	(2)	123	(1)	20	(7)	1 357	(76)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(608)	(51)	–	3	–	(1)	–	(657)	(49)
Contrats de change	56	(115)	1	(33)	47	–	–	(44)	(115)
Dérivés de crédit	2	(1)	–	–	–	–	–	1	–
Autres contrats	(256)	34	5	(13)	6	(74)	64	(234)	(2)
Ajustements d'évaluation	(79)	–	–	(11)	47	–	–	(43)	–
Autres actifs	4	–	–	–	(1)	–	–	3	–
	4 033 \$	(190)\$	(47)\$	183 \$	(3)\$	(55)\$	57 \$	3 978 \$	(219)\$
Passif									
Dépôts	(301)\$	(6)\$	3 \$	(41)\$	5 \$	(107)\$	258 \$	(189)\$	– \$
	(301)\$	(6)\$	3 \$	(41)\$	5 \$	(107)\$	258 \$	(189)\$	– \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 544	(64)	59	207	(104)	1	–	2 643	(42)
	2 544	(64)	59	207	(104)	1	–	2 643	(42)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	1	–	–	–	–	32	n.s.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	–	6	–	(7)	–	–	142	n.s.
Titres de participation	506	–	20	–	(3)	–	–	523	n.s.
	680	–	27	–	(10)	–	–	697	n.s.
Prêts	1 781	(3)	23	90	(19)	7	(3)	1 876	(1)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	12	–	(67)	3	2	8	(535)	12
Contrats de change	(51)	(14)	–	1	–	–	(2)	(66)	(25)
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(303)	(21)	(13)	(12)	4	(225)	115	(455)	(16)
Ajustements d'évaluation	18	–	–	(10)	–	–	–	8	–
Autres actifs	7	–	–	–	–	–	–	7	–
	4 183 \$	(90)\$	96 \$	209 \$	(126)\$	(215)\$	118 \$	4 175 \$	(72)\$
Passif									
Dépôts	(478)\$	1 \$	(6)\$	(232)\$	62 \$	(166)\$	185 \$	(634)\$	37 \$
	(478)\$	1 \$	(6)\$	(232)\$	62 \$	(166)\$	185 \$	(634)\$	37 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (profits de 15 millions au 31 janvier 2025), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2026 comprenait des actifs dérivés de 332 millions de dollars (419 millions au 31 janvier 2025) et des passifs dérivés de 1 309 millions (1 467 millions au 31 janvier 2025).

n.s. non significatif

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 136 millions de dollars détenues à titre de placements. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance de données non observables. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, les

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 780 \$	7 922 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 311	2 049
Instruments financiers évalués au coût amorti	16 013	16 484
	26 104	26 455
Charge d'intérêt (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 873 \$	8 045 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	9 646	10 462
	17 519	18 507
Revenu net d'intérêt	8 585 \$	7 948 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 388 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (365 millions au 31 janvier 2025), et la charge d'intérêt de 39 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (43 millions au 31 janvier 2025) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 975 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (996 millions au 31 janvier 2025) présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres**Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2026				31 octobre 2025			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	41 900 \$	73 \$	(72)\$	41 901 \$	39 827 \$	46 \$	(7)\$	39 866 \$
Provinces et municipalités	13 566	52	(114)	13 504	11 368	39	(89)	11 318
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	141 661	907	(1 207)	141 361	131 385	622	(1 316)	130 691
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	16 826	28	(8)	16 846	11 975	14	(56)	11 933
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 568	8	(4)	2 572	2 674	7	(7)	2 674
Titres adossés à des actifs	9 629	11	(1)	9 639	10 126	15	(2)	10 139
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	33 233	129	(44)	33 318	33 602	122	(46)	33 678
Titres de participation	966	701	(5)	1 662	832	669	(5)	1 496
	260 349 \$	1 909 \$	(1 455)\$	260 803 \$	241 789 \$	1 534 \$	(1 528)\$	241 795 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 98 323 millions de dollars au 31 janvier 2026 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 926 millions au 31 octobre 2025).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (38) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2026 ((40) millions au 31 octobre 2025) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2026				le 31 janvier 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(45)\$	(40)\$	6 \$	– \$	(41)\$	(35)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(1)	(2)	(3)	–	(2)	(5)
Écart de change et autres	–	–	3	3	–	–	1	1
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(43)\$	(38)\$	4 \$	– \$	(42)\$	(38)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans les bilans consolidés intermédiaires résumés, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2026				le 31 janvier 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	6 \$	– \$	14 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	(1)	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	8 \$	6 \$	– \$	14 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2026				31 octobre 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	258 333 \$	– \$	– \$	258 333 \$	239 375 \$	– \$	– \$	239 375 \$
Qualité inférieure	677	4	–	681	786	4	–	790
Titres dépréciés	–	–	127	127	–	–	134	134
	259 010	4	127	259 141	240 161	4	134	240 299
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 662				1 496
				260 803 \$				241 795 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	97 075 \$	– \$	– \$	97 075 \$	99 673 \$	– \$	– \$	99 673 \$
Qualité inférieure	1 120	142	–	1 262	1 098	169	–	1 267
	98 195	142	–	98 337	100 771	169	–	100 940
Correction de valeur pour pertes de crédit	8	6	–	14	8	6	–	14
	98 187 \$	136 \$	– \$	98 323 \$	100 763 \$	163 \$	– \$	100 926 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 127 millions de dollars (134 millions au 31 octobre 2025).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2026					le 31 janvier 2025				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	794 \$	77 \$	(3)\$	(23)\$	845 \$	572 \$	73 \$	(2)\$	(7)\$	636 \$
Prêts aux particuliers	1 639	229	(201)	(8)	1 659	1 482	247	(189)	(6)	1 534
Prêts sur cartes de crédit	1 356	230	(236)	(2)	1 348	1 233	223	(193)	1	1 264
Prêts aux petites entreprises	351	43	(27)	(5)	362	272	46	(24)	(5)	289
Prêts de gros	3 319	517	(167)	(131)	3 538	2 793	464	(79)	32	3 210
	7 459 \$	1 096 \$	(634)\$	(169)\$	7 752 \$	6 352 \$	1 053 \$	(487)\$	15 \$	6 933 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	7 093 \$				7 401 \$	6 037 \$				6 600 \$
Autres passifs – Dotations	365				350	311				328
Autres composantes des capitaux propres	1				1	4				5

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Si des changements sont faits, ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2026				le 31 janvier 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	276 \$	204 \$	314 \$	794 \$	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	44	(42)	(2)	–	25	(25)	–	–
Transferts vers le stade 2	(12)	13	(1)	–	(4)	6	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(13)	16	–	(1)	(14)	15	–
Originations	27	–	–	27	23	–	–	23
Arrivées à échéance	(8)	(9)	–	(17)	(5)	(6)	–	(11)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(51)	63	55	67	(37)	69	29	61
Sorties du bilan	–	–	(6)	(6)	–	–	(4)	(4)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	(1)	(1)	(21)	(23)	2	2	(11)	(7)
Solde à la fin de la période	272 \$	215 \$	358 \$	845 \$	218 \$	158 \$	260 \$	636 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	291 \$	1 115 \$	233 \$	1 639 \$	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	152	(152)	–	–	144	(144)	–	–
Transferts vers le stade 2	(21)	21	–	–	(21)	24	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(41)	42	–	(1)	(39)	40	–
Originations	24	–	–	24	28	–	–	28
Arrivées à échéance	(12)	(65)	(1)	(78)	(13)	(53)	–	(66)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(149)	257	175	283	(136)	254	167	285
Sorties du bilan	–	–	(243)	(243)	–	–	(223)	(223)
Recouvrements	–	–	42	42	–	–	34	34
Écart de change et autres	(1)	(1)	(6)	(8)	(1)	1	(6)	(6)
Solde à la fin de la période	283 \$	1 134 \$	242 \$	1 659 \$	305 \$	1 009 \$	220 \$	1 534 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	217 \$	1 139 \$	– \$	1 356 \$	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	169	(169)	–	–	155	(155)	–	–
Transferts vers le stade 2	(27)	27	–	–	(28)	28	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(164)	164	–	(1)	(137)	138	–
Originations	2	–	–	2	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(1)	(14)	–	(15)	(1)	(12)	–	(13)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(149)	320	72	243	(128)	307	55	234
Sorties du bilan	–	–	(283)	(283)	–	–	(234)	(234)
Recouvrements	–	–	47	47	–	–	41	41
Écart de change et autres	(1)	(1)	–	(2)	–	1	–	1
Solde à la fin de la période	210 \$	1 138 \$	– \$	1 348 \$	206 \$	1 058 \$	– \$	1 264 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	95 \$	117 \$	139 \$	351 \$	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	15	(15)	–	–	13	(13)	–	–
Transferts vers le stade 2	(5)	5	–	–	(4)	4	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(5)	5	–	–	(3)	3	–
Originations	11	–	–	11	9	–	–	9
Arrivées à échéance	(5)	(19)	–	(24)	(6)	(5)	–	(11)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(12)	29	39	56	(13)	18	43	48
Sorties du bilan	–	–	(34)	(34)	–	–	(29)	(29)
Recouvrements	–	–	7	7	–	–	5	5
Écart de change et autres	2	1	(8)	(5)	1	–	(6)	(5)
Solde à la fin de la période	101 \$	113 \$	148 \$	362 \$	80 \$	87 \$	122 \$	289 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	896 \$	1 123 \$	1 300 \$	3 319 \$	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	69	(69)	–	–	55	(55)	–	–
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(21)	30	(9)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(80)	82	–	(2)	(135)	137	–
Originations	159	–	–	159	236	–	–	236
Arrivées à échéance	(121)	(117)	–	(238)	(186)	(100)	–	(286)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(78)	252	422	596	(48)	190	372	514
Sorties du bilan	–	–	(187)	(187)	–	–	(91)	(91)
Recouvrements	–	–	20	20	–	–	12	12
Écart de change et autres	(11)	(16)	(104)	(131)	14	24	(6)	32
Solde à la fin de la période	890 \$	1 115 \$	1 533 \$	3 538 \$	835 \$	992 \$	1 383 \$	3 210 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Notre scénario de base tient compte de la croissance économique au Canada et aux États-Unis, avec une baisse graduelle des taux de chômage au cours de l'année civile 2026 au Canada, et une hausse des taux de chômage au premier trimestre de 2026 suivie d'une baisse pour atteindre l'équilibre au quatrième trimestre civil de 2026 aux États-Unis. Les taux directeurs au Canada et aux États-Unis devraient rester inchangés jusqu'à la fin de l'année civile 2026, puis augmenter au Canada et diminuer aux États-Unis à compter du premier trimestre civil de 2027.

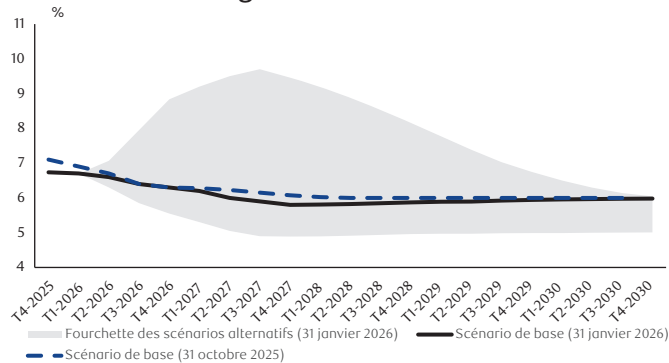
Nos scénarios de fluctuation à la baisse comprennent deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour tenir compte des perturbations commerciales et du secteur d'activité de l'immobilier. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité de chocs macroéconomiques modérés et croissants à compter du deuxième trimestre civil de 2026 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au premier trimestre civil de 2026 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Notre scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

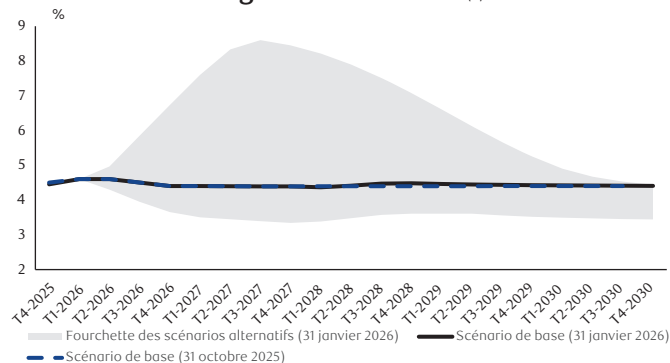
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada demeurera inchangé à 6,7 % au premier trimestre civil de 2026, puis diminuera à court terme, avant de retrouver son équilibre à long terme en fin d'horizon. Le taux de chômage aux États-Unis devrait atteindre un sommet de 4,6 % au premier trimestre civil de 2026, puis revenir à son équilibre à long terme au quatrième trimestre civil de 2026.

Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

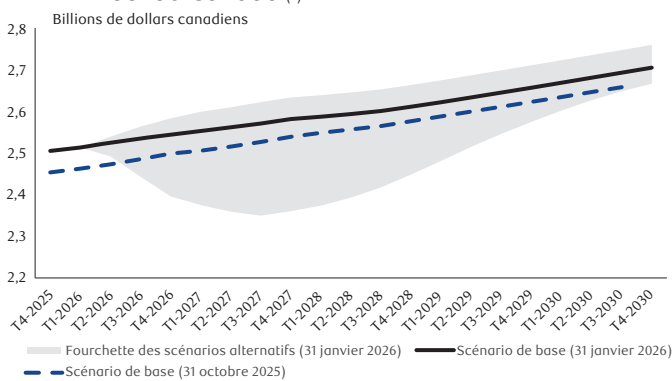
Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

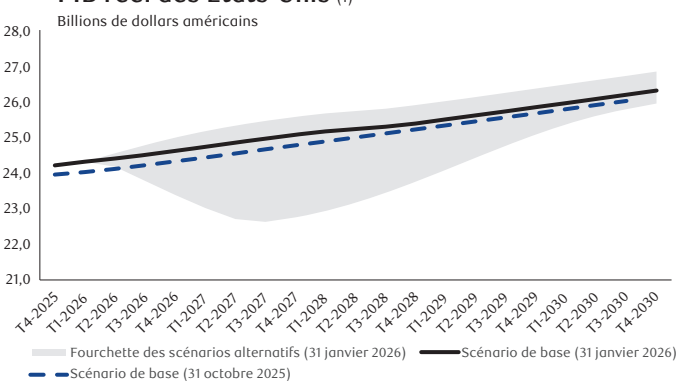
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du premier trimestre civil de 2026 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2026 devrait être de 1,6 % et de 1,7 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2025 au Canada et aux États-Unis, respectivement.

PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,8 % au cours des 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2026 et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,5 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur d'activité de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (29,1) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2025, notre scénario de base prévoyait une hausse de 0,3 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2025 et de 3,4 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2026				31 octobre 2025			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	384 075 \$	22 003 \$	– \$	406 078 \$	386 060 \$	16 495 \$	– \$	402 555 \$
Risque moyen	19 893	2 636	–	22 529	20 622	2 571	–	23 193
Risque élevé	2 164	6 604	–	8 768	2 131	6 532	–	8 663
Non notés (2)	53 837	1 909	–	55 746	54 253	1 940	–	56 193
Dépréciés	–	–	1 971	1 971	–	–	1 681	1 681
Total	459 969	33 152	1 971	495 092	463 066	27 538	1 681	492 285
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				1 437				1 128
Total				496 529 \$				493 413 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	87 254 \$	2 860 \$	– \$	90 114 \$	87 536 \$	2 712 \$	– \$	90 248 \$
Risque moyen	3 875	3 655	–	7 530	4 035	3 768	–	7 803
Risque élevé	519	2 559	–	3 078	601	2 583	–	3 184
Non notés (2)	13 091	1 215	–	14 306	12 493	1 180	–	13 673
Dépréciés	–	–	461	461	–	–	437	437
Total	104 739 \$	10 289 \$	461 \$	115 489 \$	104 665 \$	10 243 \$	437 \$	115 345 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	18 204 \$	148 \$	– \$	18 352 \$	18 279 \$	161 \$	– \$	18 440 \$
Risque moyen	2 105	2 162	–	4 267	2 123	2 291	–	4 414
Risque élevé	65	2 353	–	2 418	70	2 423	–	2 493
Non notés (2)	1 173	279	–	1 452	1 133	309	–	1 442
Total	21 547 \$	4 942 \$	– \$	26 489 \$	21 605 \$	5 184 \$	– \$	26 789 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	10 953 \$	560 \$	– \$	11 513 \$	10 628 \$	595 \$	– \$	11 223 \$
Risque moyen	2 411	920	–	3 331	2 550	924	–	3 474
Risque élevé	273	1 368	–	1 641	259	1 422	–	1 681
Non notés (2)	7	–	–	7	8	–	–	8
Dépréciés	–	–	435	435	–	–	411	411
Total	13 644 \$	2 848 \$	435 \$	16 927 \$	13 445 \$	2 941 \$	411 \$	16 797 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	278 149 \$	4 531 \$	– \$	282 680 \$	293 300 \$	3 700 \$	– \$	297 000 \$
Risque moyen	13 458	394	–	13 852	12 451	427	–	12 878
Risque élevé	870	694	–	1 564	805	758	–	1 563
Non notés (2)	12 536	253	–	12 789	13 964	274	–	14 238
Total	305 013 \$	5 872 \$	– \$	310 885 \$	320 520 \$	5 159 \$	– \$	325 679 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	140 200 \$	2 238 \$	– \$	142 438 \$	130 322 \$	2 117 \$	– \$	132 439 \$
Qualité inférieure	207 146	25 121	–	232 267	207 239	26 399	–	233 638
Non notés (2)	14 671	547	–	15 218	14 714	503	–	15 217
Dépréciés	–	–	6 300	6 300	–	–	6 153	6 153
Total	362 017	27 906	6 300	396 223	352 275	29 019	6 153	387 447
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				10 625				9 724
Total				406 848 \$				397 171 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	387 643 \$	1 215 \$	– \$	388 858 \$	393 167 \$	1 593 \$	– \$	394 760 \$
Qualité inférieure	179 993	15 323	–	195 316	182 223	16 158	–	198 381
Non notés (2)	1 335	20	–	1 355	1 407	21	–	1 428
Total	568 971 \$	16 558 \$	– \$	585 529 \$	576 797 \$	17 772 \$	– \$	594 569 \$

(1) Comprend 189 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis ou émis (195 millions au 31 octobre 2025).

(2) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(3) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2026			31 octobre 2025		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 487 \$	338 \$	2 825 \$	2 634 \$	323 \$	2 957 \$
Prêts de gros	1 168	196	1 364	1 143	7	1 150
	3 655 \$	534 \$	4 189 \$	3 777 \$	330 \$	4 107 \$

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2026				31 octobre 2025			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	233 401 \$	58 197 \$	238 715 \$	530 313 \$	228 282 \$	56 988 \$	244 470 \$	529 740 \$
Entreprises et gouvernements	411 654	16 330	521 394	949 378	431 239	20 274	494 801	946 314
Banques	12 486	–	50 039	62 525	13 488	–	26 074	39 562
	657 541 \$	74 527 \$	810 148 \$	1 542 216 \$	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	162 409 \$	9 620 \$	311 \$	172 340 \$	158 771 \$	9 469 \$	292 \$	168 532 \$
États-Unis	34 021	–	–	34 021	38 009	–	–	38 009
Europe (5)	11	–	–	11	5	–	–	5
Autres pays	8 791	–	–	8 791	8 133	–	–	8 133
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	392 407	16 828	590 505	999 740	392 120	16 417	591 636	1 000 173
États-Unis	47 044	47 266	92 802	187 112	63 745	50 497	73 147	187 389
Europe (5)	7 185	733	97 785	105 703	6 354	742	76 972	84 068
Autres pays	5 673	80	28 745	34 498	5 872	137	23 298	29 307
	657 541 \$	74 527 \$	810 148 \$	1 542 216 \$	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2026, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 581 milliards de dollars, 52 milliards, 80 milliards et 37 milliards (570 milliards, 42 milliards, 76 milliards et 36 milliards au 31 octobre 2025, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	245 187 \$	203 075 \$
De 3 à 6 mois	112 899	118 734
De 6 à 12 mois	191 630	172 583
De 1 à 2 ans	78 121	87 550
De 2 à 3 ans	56 968	58 170
De 3 à 4 ans	26 536	33 158
De 4 à 5 ans	28 220	24 047
Plus de 5 ans	70 587	68 028
	810 148 \$	765 345 \$

- (1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 753 milliards de dollars (704 milliards au 31 octobre 2025).

Note 7 Assurance et réassurance

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Résultat des activités d'assurance		
Produit des activités d'assurance	1 354 \$	1 408 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(1 105)	(1 124)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(9)	2
	240 \$	286 \$
Résultat des placements d'assurance		
Revenu d'investissement net	148 \$	370 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(95)	(300)
Produits (charges) financiers de réassurance	6	12
	59 \$	82 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	299 \$	368 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous parrainons un certain nombre de programmes qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
Coûts des services rendus au cours de la période	50 \$	52 \$	9 \$	8 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(44)	(40)	20	19
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(3)	2
Frais administratifs	5	6	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	11	18	26	29
Charge au titre des régimes à cotisations définies	183	157	–	–
	194 \$	175 \$	26 \$	29 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(315)\$	343 \$	(16)\$	34 \$
Ajustements liés à l'expérience	(2)	–	(1)	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	104	(429)	–	–
	(213)\$	(86)\$	(17)\$	34 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)

Le 8 décembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BH émises et en circulation et la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BI émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Le 24 janvier 2026, nous avons racheté la totalité de nos 1,25 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR) émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ l'action. À la suite du rachat de la série BR, nous avons automatiquement racheté, à la même date, la totalité des 1 250 millions de dollars de nos billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 2 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 30 janvier 2026, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 8 assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série CA (série CA) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 8 à un prix de 1 000 \$ US l'action privilégiée de série CA.

Le prix par billet LRCN de série 8 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,50 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 mai 2033 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,450 % jusqu'à l'échéance le 24 mai 2086. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN de série 8, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 8 ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 8.

Les billets LRCN de série 8 sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons des actions privilégiées de série CA à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de série CA et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Les actions privilégiées de série CA et les billets LRCN de série 8 sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 8 seront automatiquement rachetés, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série CA. Les modalités des actions privilégiées de série CA comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série CA sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série CA (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 8 sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclenche la livraison d'actions privilégiées de série CA. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Débetures subordonnées

Le 27 janvier 2026, la totalité des 1 500 millions de dollars américains de débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 4,65 % en cours sont arrivées à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été remboursé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Actions ordinaires émises (1)

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2026		le 31 janvier 2025	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	404	44 \$	216	22 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(4 225)	(63)	(1 942)	(29)
	(3 821)	(19)\$	(1 726)	(7)\$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2026 et 2025, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 960 millions de dollars (prix moyen de 227,28 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 63 millions (valeur comptable de 14,90 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 338 millions de dollars (prix moyen de 174,00 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 29 millions (valeur comptable de 14,85 \$ l'action).

Note 10 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2026	le 31 janvier 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)		
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net	5 785 \$	5 131 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(141)	(118)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 643 \$	5 011 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 398 580	1 413 937
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,03 \$	3,54 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 643 \$	5 011 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 398 580	1 413 937
Options sur actions (1)	3 304	2 565
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 401 884	1 416 502
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,03 \$	3,54 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026, en moyenne 396 760 options en cours au prix d'exercice moyen de 230,00 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025, en moyenne 459 803 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 4 février 2026, la Cour de Cassation française a validé les aspects du verdict de culpabilité (le verdict de culpabilité) prononcé le 5 mars 2024 par la Cour d'appel française qui ont une incidence sur Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas), y compris la responsabilité solidaire et conjointe de RBC Bahamas, conjointement avec une autre partie précédemment reconnue coupable de complicité dans cette affaire (dont le pourvoi a également été rejeté par la Cour de cassation française dans sa décision du 4 février 2026), relativement à l'impôt sur les successions prétendument impayé par certaines personnes (dont les pourvois ont aussi été rejetés dans la même décision de la Cour de cassation française), majoré des pénalités et des intérêts. Le montant total sera déterminé dans le cadre de procédures distinctes devant le Tribunal administratif français, auxquelles RBC Bahamas n'est pas partie. Par suite de la décision de la Cour de cassation française, le verdict de culpabilité est devenu définitif et exécutoire à l'égard de RBC Bahamas.

À la suite de la décision de la Cour de Cassation française, la Banque Royale du Canada continue de se prévaloir de l'exemption accordée par le Department of Labor des États-Unis précédemment mentionnée, qui permet à la Banque Royale du Canada, ainsi qu'à ses filiales actuelles et futures, de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* jusqu'au 4 mars 2030, malgré le verdict de culpabilité.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 831 \$	1 895 \$	1 454 \$	– \$	1 218 \$	187 \$	8 585 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 407	312	4 630	338	2 800	(112)	9 375
Total des revenus	5 238	2 207	6 084	338	4 018	75	17 960
Dotation à la provision pour pertes de crédit	531	286	18	–	256	(1)	1 090
Frais autres que d'intérêt	2 020	725	4 384	78	2 119	137	9 463
Bénéfice (perte) avant impôt	2 687	1 196	1 682	260	1 643	(61)	7 407
Charge (économie) d'impôt	725	333	387	47	165	(35)	1 622
Bénéfice net	1 962 \$	863 \$	1 295 \$	213 \$	1 478 \$	(26)\$	5 785 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	271 \$	26 \$	255 \$	12 \$	143 \$	1 \$	708 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 505 \$	1 796 \$	1 394 \$	– \$	918 \$	335 \$	7 948 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 306	331	4 174	406	2 838	(264)	8 791
Total des revenus	4 811	2 127	5 568	406	3 756	71	16 739
Dotation à la provision pour pertes de crédit	488	339	81	–	142	–	1 050
Frais autres que d'intérêt	2 015	710	4 204	87	2 041	199	9 256
Bénéfice (perte) avant impôt	2 308	1 078	1 283	319	1 573	(128)	6 433
Charge (économie) d'impôt	630	301	303	47	141	(120)	1 302
Bénéfice net	1 678 \$	777 \$	980 \$	272 \$	1 432 \$	(8)\$	5 131 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	274 \$	26 \$	317 \$	(2)\$	144 \$	(1)\$	758 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	577 353 \$	196 606 \$	195 408 \$	32 722 \$	1 231 331 \$	108 973 \$	2 342 393 \$
Total du passif	577 342	196 602	193 848	32 552	1 230 502	(28 311)	2 202 535

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	574 456 \$	196 254 \$	196 129 \$	32 405 \$	1 223 853 \$	101 909 \$	2 325 006 \$
Total du passif	574 462	196 252	194 689	32 234	1 223 212	(34 994)	2 185 855

Note 13 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au premier trimestre de 2026, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	100 415 \$	98 748 \$
Fonds propres de première catégorie	111 549	110 393
Total des fonds propres	123 732	122 399
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	593 247 \$	590 306 \$
Risque de marché	40 498	41 506
Risque opérationnel	100 948	98 413
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	734 693 \$	730 225 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	13,7 %	13,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,2 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	16,8 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 516 801 \$	2 491 090 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	227 152 \$	230 385 \$
Ratio TLAC	30,9 %	31,5 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	9,2 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web :
www.investorcentre.com/rbc
Courriel :
rbc@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Çanton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
série BO sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux
actions pour une de mars 1981 et
de février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en
avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
rbc@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires, il leur suffit
d'en faire la demande à notre
agent des transferts et agent
comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
devise de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de distributions
dans la devise de leur choix.
Veuillez consulter le site
investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
légalisation fiscale provinciale ou
territoriale applicable, tous les
dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
35 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2025
au 11 juin 2026, à l'expiration de
l'offre, ou avant, étant donné
que nous sommes autorisés à
effectuer les achats en vertu
de notre avis d'intention
déposé à la TSX.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer
une offre publique de rachat
dans le cours normal des
activités en communiquant
avec le secrétaire de la
Banque, à notre adresse
postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2026

Premier trimestre 26 février
Deuxième trimestre 28 mai
Troisième trimestre 27 août
Quatrième trimestre 3 décembre

Assemblée annuelle de 2026

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le jeudi 9 avril 2026.

Dates de paiement des dividendes pour 2026

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de série BO	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BT	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BU	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BW	16 mai 17 novembre	23 mai 24 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.